

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2008 — 2629

[2008/202805]

**19 JUIN 2008. — Décret relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées  
avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret fixe les règles de coexistence entre cultures conventionnelles, cultures biologiques et cultures génétiquement modifiées, en conformité avec l'article 26bis de la Directive 2001/18/CE, autorisant les États membres de l'Union européenne à prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'organismes génétiquement modifiés dans d'autres produits, tel qu'inséré dans la Directive 2001/18/CE par l'article 43 du Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Un premier objectif est de préserver la liberté de choix des producteurs pour un type de culture et la liberté de choix des consommateurs pour les produits qu'ils consomment.

Un second objectif est de prévenir, et, le cas échéant, de compenser, la perte économique qui pourrait survenir du fait de la présence fortuite de plantes génétiquement modifiées dans une culture conventionnelle ou une culture biologique. Plus généralement, il s'agit de protéger au maximum les cultures conventionnelles, ainsi que les cultures biologiques en prévenant et limitant la dissémination de plantes issues de cultures génétiquement modifiées.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'application, il faut entendre par :

1° plante génétiquement modifiée (P.G.M.) : plante ou partie de plante, capable de se reproduire ou de transférer du matériel génétique, et dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou recombinaison naturelle, en concordance avec la définition d'organisme génétiquement modifié (O.G.M.) de l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant. Ne sont pas considérées comme génétiquement modifiées les plantes obtenues par mutagenèse ou par fusion cellulaire (y compris la fusion de protoplastes) de cellules végétales d'organismes qui peuvent échanger du matériel génétique par des méthodes de sélection traditionnelles conformément à l'annexe I<sup>re</sup>b dudit arrêté;

2° plante génétiquement compatible : une plante est dite génétiquement compatible avec une plante génétiquement modifiée lorsqu'elle peut intégrer par voie sexuelle dans son génome du matériel génétique de cette plante génétiquement modifiée;

3° culture conventionnelle : culture qui ne ressortit ni à la définition de culture biologique ni à la définition de culture génétiquement modifiée;

4° culture génétiquement modifiée : culture de plantes génétiquement modifiées mise en place à partir d'un matériel de plantation étiqueté O.G.M. ou étiqueté comme contenant des O.G.M., conformément à la législation en vigueur;

5° culture biologique : culture dont la production est destinée à porter des indications se référant au mode de production biologique, produite conformément à l'article 6 du Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

6° événement génétique : la combinaison de gènes caractérisant la modification génétique d'une plante génétiquement modifiée;

7° producteur : toute personne morale ou physique qui met en place une culture pour son compte, qu'elle réalise ou non elle-même les travaux agricoles, les opérations de transport et de stockage y afférents;

8° producteur voisin : tout producteur exploitant au moins une parcelle agricole dont les limites s'étendent en deçà de la distance de séparation;

9° requérant : tout producteur de cultures conventionnelles ou biologiques introduisant une demande de compensation pour perte économique;

10° identificateur unique : identificateur attribué aux organismes génétiquement modifiés tel que défini à l'article 3, point 4, du Règlement (CE) n° 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et dans l'annexe au Règlement (CE) n° 65/2004 du 14 janvier 2004 instaurant un système pour l'élaboration et l'attribution d'identificateur unique pour les organismes génétiquement modifiés;

11° distance de séparation : distance minimale à respecter entre la ligne périphérique d'une culture de plantes génétiquement modifiées et la ligne périphérique la plus proche d'une culture conventionnelle ou biologique de plantes génétiquement compatibles avec ces plantes génétiquement modifiées. Lorsque la culture de plantes génétiquement modifiées est bordée de plantes non génétiquement modifiées de la même espèce dans l'objectif de servir de zone tampon ou de zone de refuge, la distance de séparation est mesurée entre la ligne périphérique de cette bordure et la ligne périphérique la plus proche d'une culture conventionnelle ou biologique de plantes génétiquement compatibles;

12° mise en culture : toute mise en croissance d'un matériel végétal;

13° Fonds : le "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" institué par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique;

14° numéro de producteur : numéro attribué dans le cadre de l'obligation d'un système unique d'identification de chaque producteur établie par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

15° déclaration de superficie et demande d'aides : le formulaire, établi par l'administration, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie, leur localisation et leur utilisation (culture et destination), tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006;

16° autorité de contrôle : le service désigné par le Gouvernement pour contrôler l'application du présent décret.

#### CHAPITRE II. — *Champ d'application*

**Art. 3.** Le présent décret s'applique à tout producteur de cultures génétiquement modifiées établies à partir de variétés dont la mise sur le marché a été autorisée conformément à la Directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, ou à la Directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 et des législations qui les transposent dans les différents Etats membres de l'Union européenne, ou au Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003, ainsi qu'aux entreprises et personnes qui interviennent dans ces cultures pour toute opération culturale.

Le présent décret s'applique aux personnes et entreprises qui assurent le transport, le stockage ou la transformation des P.G.M. dans la mesure où ces plantes peuvent constituer une source de présence fortuite de P.G.M. dans une culture conventionnelle ou une culture biologique.

Le présent décret s'applique au propriétaire de la terre sur laquelle une culture de P.G.M. a été mise en place, ainsi qu'aux propriétaires des terres situées en deçà de la distance de séparation.

Le présent décret s'applique aux producteurs de cultures biologiques ou conventionnelles qui exploitent des parcelles situées en deçà de la distance de séparation d'une culture de plantes génétiquement modifiées, ainsi qu'à tout producteur qui souhaite faire valoir son droit à une compensation à charge du Fonds pour une perte économique survenue du fait de la présence fortuite de plantes génétiquement modifiées dans une culture conventionnelle ou une culture biologique.

#### CHAPITRE III. — *Mise en culture, notifications et obligations des producteurs et des entreprises*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Principe*

**Art. 4.** Sans préjudice des compétences des autorités fédérales et communautaires en matière d'autorisation de mise sur le marché d'O.G.M. en tant que produits ou éléments de produits, chaque mise en culture de plantes génétiquement modifiées sur le territoire de la Région wallonne nécessite l'inscription préalable de la parcelle concernée auprès de l'autorité de contrôle, dans le respect de la procédure visée aux articles 5 à 7.

La procédure d'instruction du dossier d'inscription par l'autorité de contrôle vise uniquement à vérifier que les notifications prescrites à l'article 5 ont été effectuées et que le dossier comprend les pièces et informations requises mentionnées à l'article 7. L'inscription est prise pour une culture déterminée, dans un champ clairement défini et délimité, pour une saison culturale.

##### *Section 2. — Notifications aux tiers*

**Art. 5.** Le producteur qui a l'intention de mettre en place une culture génétiquement modifiée notifie préalablement cette intention :

1° à tous les producteurs voisins. La liste des producteurs voisins est fournie, à titre indicatif, par l'administration en charge de l'agriculture aux producteurs qui en font la demande;

2° à tous les producteurs avec lesquels il partage habituellement du matériel agricole, que ce matériel soit ou non sa propriété. Cette notification préalable ne s'applique pas si le matériel est partagé par l'intermédiaire d'une entreprise agricole;

3° au propriétaire de la terre ou à toute personne physique ou morale dont il a obtenu le droit d'exploiter la terre sur laquelle il a l'intention de mettre en place la culture, s'il n'est pas lui-même propriétaire de cette terre.

Le Gouvernement détermine la forme, le contenu minimal et les modalités de ces notifications.

##### *Section 3. — La demande d'inscription*

**Art. 6.** La demande d'inscription visée à l'article 4 est adressée à l'autorité de contrôle suivant les modalités et la forme déterminées par le Gouvernement.

**Art. 7.** La demande d'inscription comprend :

1° l'identité complète du producteur demandeur, qui comprendra son numéro de producteur;

2° une carte détaillée au 1/5 000° identifiant la parcelle concernée par la demande ainsi que les parcelles dont les limites s'étendent en deçà de la distance de séparation avec le nom de leur exploitant, telles que définies dans la déclaration de superficie et demande d'aides la plus récente à la disposition du producteur;

3° le nom de l'espèce qui sera semée ou plantée;

4° l'identificateur unique de la plante génétiquement modifiée ainsi que le nom de la variété qui sera cultivée;

5° la période de mise en culture;

6° l'engagement écrit de chacun des producteurs voisins :

a. soit à ne pas cultiver sur ces terres la même année culturale une culture conventionnelle ou biologique d'une espèce végétale génétiquement compatible avec la culture génétiquement modifiée envisagée;

b. soit, pour les espèces qui ne produisent pas de repousses nécessitant un suivi en matière de coexistence lors des saisons culturales postérieures à leur culture, telles que déterminées par le Gouvernement, à cultiver sur ces terres la même année culturale une culture conventionnelle d'une espèce végétale génétiquement compatible avec la culture génétiquement modifiée envisagée et dont la récolte sera utilisée ou commercialisée étiquetée comme contenant des O.G.M. La contamination de cette culture ne pouvant être considérée comme fortuite et techniquement inévitable du fait de la proximité acceptée avec des plantes génétiquement modifiées compatibles, l'étiquetage de la culture comme contenant des O.G.M. est requis quelle que soit la teneur en O.G.M. du produit récolté, conformément à la législation européenne en vigueur. Le producteur qui prend cet engagement ne peut pas faire valoir un droit à une compensation pour l'éventuelle perte économique résultant de l'obligation d'étiquetage.

A défaut des engagements écrits repris aux lettres a. ou b., la demande comprend la preuve de la notification de l'intention de culture conformément à l'article 5, 1°;

7° une déclaration stipulant que les notifications mentionnées à l'article 5, 2° et 3°, ont été effectuées, dans la mesure où ces notifications sont requises;

8° un engagement à respecter les conditions d'exploitation définies conformément à l'article 14.

#### Section 4. — Instruction de la demande

**Art. 8.** Le dossier d'inscription est irrecevable s'il a été envoyé ou remis en violation des articles 6 et 7. Dans ce cas, l'autorité de contrôle envoie au demandeur une décision précisant les documents ou informations manquants dans les huit jours calendrier à dater de la réception de la demande, ainsi que le délai pour lui communiquer ces informations et documents. Si le dossier d'inscription comprend les pièces et informations requises, l'autorité de contrôle notifie l'inscription de la culture au producteur demandeur dans les délais les plus brefs et dans tous les cas au plus tard 45 jours calendrier avant la date de référence de semis fixée par espèce par le Gouvernement.

#### Section 5. — Cotisation

**Art. 9.** Tout producteur qui inscrit une culture de plantes génétiquement modifiées auprès de l'autorité de contrôle cotise au Fonds. Lorsqu'elle notifie l'inscription de la culture au producteur demandeur conformément à l'article 8, l'autorité de contrôle précise le montant de la cotisation à verser par ce producteur. Aussi longtemps que le Fonds n'est pas crédité du montant exact de la cotisation, la culture ne peut pas être mise en place. Toute cotisation versée tardivement est remboursée, moyennant déduction des frais de dossier. Tout producteur qui décide de ne plus mettre en culture des plantes génétiquement modifiées sur une parcelle inscrite, pour quelque raison que ce soit, notifie immédiatement cette décision à l'autorité de contrôle. La cotisation est dans ce cas remboursée, moyennant déduction des frais de dossier.

**Art. 10.** La cotisation au Fonds mentionnée à l'article 9 comprend deux volets :

1° les frais administratifs, fixés par le Gouvernement, qui couvrent :

a. les frais de contrôle sur le terrain fixés par espèce en fonction de l'étendue de la parcelle à contrôler;

b. les frais de dossier;

2° les frais de solidarité, qui alimentent le Fonds destiné à compenser les pertes économiques des producteurs requérants. Ces frais sont couverts par un montant payé par les producteurs, propre à chaque espèce cultivée, et défini par le Gouvernement par hectare et par parcelle. Ces frais de solidarité sont réduits de 50 % si le producteur exploite toutes les parcelles dont les limites s'étendent en deçà de la distance de séparation et qu'il n'a donc pas de producteur voisin.

**Art. 11.** Trois ans après la première inscription d'une culture de plantes génétiquement modifiées dans le cadre du présent décret, et par intervalle de trois ans successifs, le Gouvernement réalise si nécessaire un ajustement des montants des cotisations en fonction des coûts réels des contrôles sur le terrain et des montants réels des compensations versées, en tenant compte de la nécessité de garder une réserve par espèce. En cas d'événements exceptionnels, les montants peuvent être réévalués plus fréquemment par le Gouvernement.

**Art. 12.** Les arrêtés du Gouvernement pris en exécution des articles 10 et 11 sont abrogés de plein droit avec effet rétroactif à la date de leur entrée en vigueur lorsqu'ils n'ont pas été confirmés soit dans le décret budgétaire, soit par le législateur dans les 18 mois de leur publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** De par sa demande sur la base de l'article 6, le producteur autorise la mise à la disposition du public par l'autorité de contrôle des informations reprises à l'article 7, 2° à 5°, associées à son nom ou à la raison sociale de sa société, ainsi qu'à l'adresse de son siège d'exploitation. Le Gouvernement détermine quelles informations sont rendues publiques, en quelles circonstances et selon quelles modalités, en conformité avec le droit d'accès à l'information en matière d'environnement.

#### Section 6. — Conditions d'exploitation

**Art. 14.** Sans préjudice des compétences des autorités fédérales en matière de mise sur le marché d'O.G.M. en tant que produits ou éléments de produits, le Gouvernement détermine, en fonction des espèces cultivées, les conditions d'exploitation des cultures génétiquement modifiées qui concourent aux objectifs de l'article 1<sup>er</sup>.

Ces conditions d'exploitation doivent notamment comprendre :

1° la distance de séparation entre les cultures de plantes génétiquement modifiées et les cultures conventionnelles, ainsi que la distance de séparation entre les cultures de plantes génétiquement modifiées et les cultures biologiques;

2° les obligations qui incombent au producteur qui exploite une terre ayant préalablement porté une culture génétiquement modifiée, et, le cas échéant, au propriétaire de cette terre;

3° toute opération liée à la culture, quel que soit le mode de culture, depuis la réception des semences ou du matériel de plantation jusqu'à la récolte;

4° toute opération éventuellement nécessaire en préalable à la culture;

5° toute opération éventuellement nécessaire après la récolte de la culture;

6° toute mesure visant à prévenir la dissémination fortuite de plantes génétiquement modifiées par le matériel agricole;

7° toute opération de transport ou de stockage de la récolte jusqu'au moment où le produit récolté ne répond plus à la définition de P.G.M. visée à l'article 2, 1°;

8° sans préjudice de l'obligation de notification préalable prévue à l'article 5, toute autre obligation de notification par le producteur :

a. aux personnes physiques ou morales qui interviennent dans la culture pour toute opération culturale, ainsi que celles qui assurent le transport ou le stockage de la récolte, jusqu'au moment où le produit récolté ne répond plus à la définition de P.G.M. visée à l'article 2, 1°;

b. aux personnes physiques ou morales qui exploiteraient la terre sur laquelle la culture génétiquement modifiée a été établie, après la récolte de cette culture et pendant une période à fixer en fonction de cette culture;

c. aux personnes qui utilisent du matériel agricole ayant servi dans la culture génétiquement modifiée et qui n'ont pas fait l'objet de notification préalable, telle que prévue à l'article 5.

Le Gouvernement détermine les modalités de ces notifications.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le producteur d'une culture génétiquement modifiée notifie dans les 72 heures, à l'autorité de contrôle, tout fait inattendu ou anormal en rapport avec les objectifs du présent décret qu'il aurait constaté au sein des parcelles de P.G.M. ou dans le proche voisinage de ces parcelles. Ces informations doivent être transmises aux autorités fédérales chargées de la surveillance des O.G.M. mis sur le marché.

§ 2. Sans préjudice des obligations en matière de traçabilité et d'étiquetage prescrites par le règlement 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003, le producteur mentionne dans un registre d'exploitation toute information jugée nécessaire relativement aux espèces cultivées, aux opérations culturales, au transport ou au stockage, en rapport avec les objectifs de l'article 1<sup>er</sup>. Le producteur tient ces informations à la disposition de l'autorité de contrôle lors de toute demande de celle-ci, pendant une période déterminée par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de ce registre en fonction des différentes espèces de plantes génétiquement modifiées.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine les obligations éventuelles qui incombent au producteur de cultures conventionnelles ou biologiques qui exploite des terres en deçà de la distance de séparation d'une culture génétiquement modifiée planifiée ou en place. Ces obligations peuvent notamment concerner l'obligation de répondre à la notification d'intention de culture mentionnée à l'article 5, 1°, dans un délai prescrit. Le Gouvernement peut décider que l'absence de réponse à cette notification constitue un engagement tacite à ne pas cultiver la même année culturale, en deçà de la distance de séparation, une espèce végétale génétiquement compatible avec la culture génétiquement modifiée, tel que requis à l'article 7, 6°, a.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités de transmission des obligations déterminées au paragraphe 1<sup>er</sup> aux producteurs qui, le cas échéant, succéderaient à ceux ayant reçu la notification d'intention de culture mentionnée à l'article 5, 1°. Les propriétaires des terres situées dans la distance de séparation seront tenus responsables de cette transmission d'obligations, si les producteurs succédant ne sont pas connus.

#### CHAPITRE IV. — *Compensation de la perte économique*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Détermination de la perte économique*

**Art. 17.** Pour les cultures conventionnelles, il faut entendre par perte économique la différence négative entre la valeur du marché d'une récolte devant être étiquetée comme contenant des O.G.M. conformément à la législation européenne en vigueur et la valeur du marché d'une récolte similaire ne devant pas être étiquetée comme contenant des O.G.M.

Si la récolte ne peut pas être valorisée sur le marché du fait du mélange avec des plantes génétiquement modifiées, la perte économique est assimilée à la valeur du marché d'une récolte similaire non étiquetée comme contenant des O.G.M., de laquelle est déduit, le cas échéant, tout type de valorisation de cette récolte, y compris une valorisation interne à l'exploitation.

**Art. 18.** Pour les cultures biologiques, il faut entendre par perte économique la différence négative entre la valeur du marché d'une récolte contenant des plantes génétiquement modifiées et la valeur d'une récolte similaire mise sur le marché en tant que produit respectant les normes prescrites pour les produits issus de l'agriculture biologique.

Si la récolte ne peut être valorisée sur le marché du fait du mélange avec des plantes génétiquement modifiées, la perte économique est assimilée à la valeur du marché d'une récolte similaire conforme aux normes prescrites pour les produits issus de l'agriculture biologique, de laquelle est déduit, le cas échéant, tout type de valorisation de cette récolte, y compris une valorisation interne à l'exploitation.

**Art. 19.** Les pertes supplémentaires occasionnées par tout déclassement ou suspension de parcelle ou de produit, d'une partie ou de la totalité de l'exploitation, s'ajoutent, le cas échéant, à la perte économique encourue.

**Art. 20.** Quel que soit le type de culture, les pertes économiques comprennent également les frais liés, le cas échéant, à la destruction de récolte, ainsi que toute autre perte, ou frais directement lié à la présence fortuite de P.G.M. dans la culture.

**Art. 21.** Les cultures biologiques ou conventionnelles contaminées seront commercialisées, au choix des producteurs de ces cultures, soit par eux-mêmes, soit par un opérateur désigné par l'autorité de contrôle.

**Art. 22.** Le Gouvernement arrête les modalités d'application des articles 17 à 21.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Une commission de compensation est créée. Cette commission se compose :

1° du fonctionnaire dirigeant de l'autorité de contrôle, qui préside, ainsi que d'un membre de ce service, désigné par le fonctionnaire dirigeant;

2° d'un représentant des organisations professionnelles agricoles;

3° d'un membre des associations du secteur de la production biologique;

4° d'un représentant du négoce des matières premières agricoles;

5° du directeur de l'administration ayant en charge l'analyse économique agricole ou de son représentant qu'il désigne au sein de sa direction.

§ 2. Les représentants des organisations professionnelles agricoles, de l'agriculture biologique, du négoce et leur suppléant, sont nommés par le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions pour une durée de cinq ans, renouvelable. Les membres suppléants peuvent assister, sans droit de vote si le membre effectif est présent, aux séances de la commission.

Chaque membre de la commission peut se faire accompagner d'un expert, sans frais ou allocation à charge du Fonds. Si nécessaire, la commission de compensation peut se faire assister par des experts externes désignés par consensus des membres effectifs présents, sur proposition d'au moins deux d'entre eux.

§ 3. Les prestations des membres de la commission de compensation ne sont pas rémunérées, à l'exception des experts externes désignés par la commission, lesquels ont droit à une allocation de présence fixée par le Gouvernement. Les frais de parcours des membres effectifs et des experts externes invités sont remboursés à charge du Fonds, aux conditions fixées par le Gouvernement.

**Art. 24.** La commission de compensation est chargée d'évaluer au cas par cas la perte économique subie par le requérant, selon les modalités de l'article 25. Elle statue sur chaque dossier par vote à la majorité simple des votes exprimés. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Seule la décision finale est communiquée au requérant. Chaque année, l'autorité de contrôle transmet au comité de suivi visé à l'article 31 un rapport sur les compensations attribuées par la commission de compensation. Des dossiers individuels anonymes peuvent être mis à la disposition du comité de suivi sur sa demande.

Le Gouvernement détermine les modalités de convocation de la commission de compensation.

**Art. 25.** Seul le producteur d'une culture conventionnelle ou biologique peut demander une compensation économique. Les apiculteurs peuvent aussi faire valoir un droit à une compensation pour les produits qu'ils commercialisent. La compensation économique s'applique aux pertes directes liées à la valeur de la récolte contaminée, telles que définies aux articles 17 et 18, et aux pertes définies aux articles 19 et 20. Seuls les frais ayant été encourus à la seule cause de la contamination par des organismes génétiquement modifiés sont compensés.

La valeur de marché est déterminée par la commission de compensation. La source sur laquelle cette évaluation est établie est clairement identifiée. Pour les récoltes dont la contamination a été mise en évidence après qu'un prix de vente a été fixé, ce prix de vente constitue la valeur du marché à prendre en compte pour déterminer la perte économique. Pour les récoltes dont la contamination a été mise en évidence avant qu'un prix de vente ait été fixé, la commission fixe la valeur du marché de préférence sur la base d'un prix moyen tenant en compte les principales variations du prix du produit entre le moment de la récolte et le moment de l'évaluation de la perte par la commission.

## Section 2. — Compensation de la perte économique

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du recours au droit civil par les parties concernées, la perte économique telle que déterminée par la commission de compensation est compensée par le Fonds, pour autant que le producteur lésé ne cultive pas de culture génétiquement modifiée caractérisée par le même événement génétique que celui à l'origine de cette perte économique, et n'en ait pas cultivé depuis un nombre d'années fixé par le Gouvernement pour chaque espèce concernée, en exécution de l'article 14. Si ce producteur cultive ou a cultivé une espèce génétiquement modifiée caractérisée par le même événement génétique que celui à l'origine de la perte économique, cette perte peut néanmoins être compensée par le Fonds pour autant que le producteur de la culture génétiquement modifiée puisse prouver à l'autorité de contrôle qu'il a suivi toutes les prescriptions légales relatives à la culture concernée.

§ 2. Toute demande pour une compensation de perte économique est envoyée à l'autorité de contrôle avant la date limite de recevabilité de la demande de compensation fixée par espèce par le Gouvernement et en tout cas au plus tard dans un délai de 45 jours après que la contamination de la récolte par des plantes génétiquement modifiées a été réellement établie.

Le non-respect des délais de demande de compensation annule le droit à la compensation.

Le seuil en deçà duquel une compensation n'est pas due est de 125 euros.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les demandes pour compensation doivent être introduites par les producteurs requérants, les modalités d'instruction de ces demandes, ainsi que les modalités de versement de la compensation aux producteurs concernés.

§ 3. Dès la réception de la demande de compensation par le Fonds, celui-ci est subrogé dans le droit du demandeur à concurrence de ce qui a été payé au titre de compensation de la perte économique subie. Le cas échéant, le demandeur peut se joindre au recours exercé par le Fonds afin d'obtenir réparation intégrale de son dommage.

§ 4. La compensation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> est due par le producteur qui a établi une culture génétiquement modifiée en violation des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Cette compensation concerne les parcelles de cultures conventionnelles ou biologiques dont une partie de la superficie se situe dans la zone de séparation et qui subissent une perte économique du fait d'une contamination par une plante génétiquement modifiée identique à celle mise en culture par le producteur de la culture génétiquement modifiée.

§ 5. La compensation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> peut être réduite ou annulée si le producteur qui subit la perte économique a pu contribuer à la présence de plantes génétiquement modifiées dans sa culture conventionnelle ou biologique par un comportement ou des pratiques qui augmentent le risque de mélange fortuit. Le Gouvernement détermine les circonstances particulières qui entraînent une réduction de la compensation et le montant de cette réduction.

Dans l'hypothèse où un recours au droit civil désigne un ou plusieurs responsables des pertes économiques compensées par le Fonds, la compensation versée est remboursée au Fonds par les personnes jugées responsables, au prorata de leur responsabilité, ou en parts égales si leur responsabilité respective n'est pas quantifiée.

CHAPITRE V. — *Mesures spéciales*

**Art. 27.** L'autorité de contrôle établit une cartographie des cultures génétiquement modifiées en Région wallonne et tient un registre des parcelles inscrites. Le Gouvernement en détermine la forme et le contenu.

Les informations de ce registre peuvent être transmises à l'autorité fédérale compétente pour la tenue du registre de la localisation des O.G.M. cultivés, prescrit par l'article 48, § 2, *b.*, de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant.

Ces documents sont transmis au Parlement wallon dans le cadre du rapport annuel réalisé par le comité de suivi établi à l'article 31.

**Art. 28.** Le Gouvernement peut donner une valeur réglementaire aux accords volontaires passés entre producteurs pour qu'une zone de culture soit, pour une espèce donnée et une période déterminée, exclusivement réservée à des variétés non génétiquement modifiées. Une zone réservée à des variétés non génétiquement modifiées bénéficie d'une protection de l'espace périphérique correspondant à la distance de séparation définie à l'article 2, 11°.

Le Gouvernement peut également décider qu'une zone de culture sera exclusivement réservée à des variétés non génétiquement modifiées pour une espèce donnée si la culture des variétés génétiquement modifiées de cette même espèce est jugée incompatible, sur la base d'arguments scientifiques, avec le principe de coexistence, aucune autre mesure ne permettant dans cette zone de produire des cultures conventionnelles ou biologiques d'une espèce génétiquement compatible sans présence fortuite de plantes génétiquement modifiées.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE VI. — *Recherche et constatation des infractions*

**Art. 29.** L'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement est complété comme suit :

"le décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques."

L'article D.149, § 2, du même Livre est complété comme suit :

"Il en va de même en cas d'infraction au décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques, qui est susceptible de causer un dommage irréversible, même en absence de risque pour l'environnement, en ce compris la santé humaine."

Est ajouté à l'article D.170, § 3, du même Livre l'alinéa suivant :

"Par dérogation, les amendes administratives infligées en cas d'infraction au décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques sont versées au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux."

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement :

1° celui qui cultive des plantes génétiquement modifiées sans inscription préalable auprès de l'autorité de contrôle, telle que prévue à l'article 4;

2° celui qui sciemment fournit des renseignements ou communique des documents inexacts lors de sa demande d'inscription d'une culture génétiquement modifiée telle que prévue à l'article 7;

3° celui qui met en place une culture de P.G.M. sans s'être acquitté du montant de la cotisation prévue à l'article 9;

4° celui qui n'a pas respecté les conditions d'exploitation des cultures génétiquement modifiées fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 14;

5° le producteur qui exploite une terre ayant préalablement porté une culture génétiquement modifiée sans se conformer aux obligations déterminées par l'exécution de l'article 14, 2°;

6° le producteur d'une culture génétiquement modifiée qui sciemment néglige de notifier à l'autorité de contrôle tout fait inattendu ou anormal visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>;

7° le producteur qui n'enregistre pas ou n'a pas conservé pendant le délai prescrit les informations requises en exécution de l'article 15, § 2;

8° le producteur de cultures conventionnelles ou biologiques qui n'a pas respecté les obligations prévues en exécution de l'article 16;

9° celui qui a intentionnellement mélangé du matériel végétal génétiquement modifié avec sa récolte pour prétendre à une compensation par le Fonds;

10° celui qui s'oppose aux visites, inspections, saisies, contrôles, prises d'échantillons ou demandes de renseignements ou de documents par les agents de l'autorité de contrôle ou qui sciemment fournit des renseignements ou communique des documents inexacts.

§ 2. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, celui qui commet une infraction aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution qui ne sont pas reprises au paragraphe 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 31.** Le Gouvernement met en place un comité de suivi de l'application de la présente législation et de la culture des plantes génétiquement modifiées. Il en détermine la composition, la mission ainsi que le mode de fonctionnement.

Le Gouvernement met en place un système de surveillance permettant notamment à l'autorité de contrôle de récolter les données nécessaires à une évaluation des mesures mises en place par le présent décret. Pour ce faire, les agents de l'autorité de contrôle peuvent faire usage des prérogatives qui leur sont attribuées par l'article D.146 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

**Art. 32.** Les mots suivants sont ajoutés à l'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique :

“, ainsi que les amendes administratives perçues dans le cadre du décret du 19 juin 2008 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques.”

Tout producteur qui a mis en place une culture de plantes génétiquement modifiées avant l'entrée en vigueur du présent décret informe l'autorité de contrôle de l'espèce et de la variété mise en place, ainsi que de la localisation précise de la culture au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juin 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon*, 784 (2007-2008). N<sup>os</sup> 1, 1bis, 1ter à 3.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 11 juin 2008.

Discussion - Votes.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2629

[2008/202805]

**19. JUNI 2008 — Dekret über die Koexistenz genetisch veränderter Kulturen mit konventionellen und ökologischen Kulturen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Zielsetzungen und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret regelt die Koexistenz konventioneller, biologischer und genetisch veränderter Kulturen in Übereinstimmung mit Artikel 26a der Verordnung 2001/18/EG, durch den die Mitgliedstaaten der Europäischen Union befugt werden, geeignete Maßnahmen zu ergreifen, um das unbeabsichtigte Vorhandensein von GVO in anderen Produkten zu verhindern. Dieser Artikel wurde in die Verordnung 2001/18/EG eingefügt durch Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über genetisch veränderte Lebensmittel und Futtermittel.

Ein erstes Ziel besteht darin, die freie Wahl der Erzeuger bei der Entscheidung für eine Anbaumethode und die freie Wahl der Verbraucher bei der Entscheidung für die Erzeugnisse, die sie verzehren, zu wahren.

Ein zweites Ziel besteht darin, ggf. entstehenden wirtschaftlichen Verlusten vorzubeugen, die durch das unbeabsichtigte Vorhandensein genetisch veränderter Pflanzen in einer konventionellen oder ökologischen Kultur entstehen könnten. Allgemein geht es darum, die konventionellen Kulturen und die biologischen Kulturen so weit wie möglich zu schützen durch die Vorbeugung und die Begrenzung der Verbreitung von Pflanzen aus genetisch veränderten Kulturen.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> genetisch veränderte Pflanze (G.V.P.): Pflanze oder Teil einer Pflanze mit der Fähigkeit zur Fortpflanzung oder Übertragung genetischen Materials, deren genetisches Material so verändert worden ist, wie es auf natürliche Weise durch Kreuzen und/oder natürliche Rekombination nicht möglich ist, in Anlehnung an die Definition genetisch veränderter Organismen (GVO) von Artikel 2, 2<sup>o</sup> des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten, entspricht;

Gemäß Anhang *Ib* des genannten Erlasses werden die Pflanzen, die durch Mutagenese oder Zellfusion (einschließlich Protoplastenfusion) der Pflanzenzellen der Organismen, die genetisches Material durch natürliche physiologische Prozesse austauschen können nicht als genetisch verändert betrachtet;

2° genetisch kompatible Pflanze: eine Pflanze wird als genetisch kompatibel mit einer genetisch veränderten Pflanze bezeichnet, wenn sie durch geschlechtliche Fortpflanzung genetisches Material dieser genetisch veränderten Pflanze in ihr eigenes Genom aufnehmen kann;

3° konventionelle Kultur: eine Kultur, die sich weder als ökologische Kultur noch als genetisch veränderte Kultur definieren lässt;

4° genetisch veränderte Kultur: Kultur genetisch veränderter Pflanzen, angebaut mit Pflanzgut mit der Kennzeichnung GVO oder mit der Kennzeichnung als GVO beinhaltendes Pflanzgut, in Übereinstimmung mit den geltenden Rechtsvorschriften;

5° ökologische Kultur: eine Kultur, deren Erzeugnisse mit Hinweisen auf den ökologischen Anbau versehen werden, in Übereinstimmung mit Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel;

6° genetisches Ereignis: die Genkombination, durch welche die genetische Veränderung einer genetisch veränderten Pflanze definiert ist;

7° Erzeuger: jede juristische oder natürliche Person, die eine Kultur auf eigene Rechnung anbaut, unabhängig von der Tatsache, ob sie selbst diesbezüglich landwirtschaftliche Arbeiten, Transport- oder Lagervorgänge durchführt;

8° Nachbarerzeuger: jeder Erzeuger, der wenigstens eine landwirtschaftliche Parzelle bewirtschaftet, deren Grenzen sich innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands befinden;

9° Antragsteller: jeder Erzeuger konventioneller oder ökologischer Kulturen, der einen Antrag auf Entschädigung wegen wirtschaftlicher Verluste einreicht;

10° spezifischer Erkennungsmarker: Identifikationscode für genetisch veränderte Organismen. Die Zuordnung erfolgt gemäß Artikel 3, Punkt 4 der Verordnung (EG) Nr. 1830/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über die Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung von genetisch veränderten Organismen und über die Rückverfolgbarkeit von aus genetisch veränderten Organismen hergestellten Lebensmitteln und Futtermitteln, sowie gemäß der Anlage der Verordnung (EG) Nr. 65/2004 vom 14. Januar 2004 über ein System für die Entwicklung und Zuweisung spezifischer Erkennungsmarker für genetisch veränderte Organismen;

11° Mindestabstand: einzuhaltende minimale Entfernung zwischen der Grenze einer Kultur genetisch veränderter Pflanzen und der Grenze der nächstgelegenen konventionellen oder ökologischen Kultur, die mit den genannten GVP genetisch kompatibel ist; Falls die Kultur genetisch veränderter Pflanzen von genetisch nicht veränderten Pflanzen derselben Art umgeben ist, mit dem Ziel, eine Pufferzone oder eine Fluchtzone zu bilden, so wird der Sicherheitsabstand zwischen den Außengrenzen dieser Zone und der nächstgelegenen Außengrenze einer konventionellen oder einer ökologischen Kultur genetisch kompatibler Pflanzen gemessen;

12° Anbau: jeglicher Anbau von Pflanzengut;

13° Fonds: der "Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse", eingerichtet durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes;

14° Erzeugernummer: die im Rahmen der durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe vorgesehenen Pflicht eines einheitlichen Systems zur Erfassung jedes Betriebsinhabers zugeteilte Nummer;

15° Flächenerklärung und Beihilfeantrag: das von der Verwaltung erstellte Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung), definiert in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 ermöglicht;

16° Kontrollbehörde: die von der Regierung zur Kontrolle der Durchführung des vorliegenden Dekrets bezeichnete Dienststelle.

## KAPITEL II — Anwendungsbereich

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret ist anwendbar auf jeden Erzeuger genetisch veränderter Kulturen auf der Grundlage von Sorten, deren Inverkehrbringen in Übereinstimmung mit folgenden Rechtsvorschriften genehmigt wurde: Richtlinie 90/220/EWG des Rates vom 23. April 1990 über die absichtliche Freisetzung genetisch veränderter Organismen in die Umwelt oder Richtlinie 2001/18/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. März 2001, ferner die Rechtsvorschriften, durch die diese Richtlinien in den Mitgliedstaaten der Europäischen Union in nationales Recht umgesetzt werden, sowie die Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003. Die Verordnung bezieht sich weiter auf alle Unternehmen und Personen, die in den genannten Kulturen Anbau- und Pflegemaßnahmen beliebiger Art durchführen. In den Geltungsbereich des vorliegenden Dekrets fallen Personen und Unternehmen, die mit Transport, Lagerung oder Verarbeitung von genetisch veränderten Pflanzen (GVP) beschäftigt sind, insofern, als die genannten Pflanzen eine unbeabsichtigte Beimischung von GVP in konventionellen oder ökologischen Kulturen verursachen können.

Das vorliegende Dekret gilt für die Eigentümer der Parzellen, auf denen GVP angebaut werden, ebenso wie für die Eigentümer von Parzellen innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands.

Ferner gilt das Dekret für Erzeuger ökologischer oder konventioneller Kulturen, wenn diese Parzellen innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands zu einer Anbaufläche mit genetisch veränderten Pflanzen bewirtschaften, sowie für jeden Erzeuger, der wegen wirtschaftlicher Verluste aufgrund des unbeabsichtigten Vorhandenseins genetisch veränderter Pflanzen in einer konventionellen oder ökologischen Kultur sein Recht auf Ausgleichszahlungen durch den Entschädigungsfonds geltend machen will.



KAPITEL III — *Anbau, Benachrichtigungen und Pflichten der Erzeuger sowie beteiligter Unternehmen**Abschnitt 1 — Grundsatz*

**Art. 4** - Unbeschadet der Zuständigkeiten der föderalen und gemeinschaftlichen Behörden auf dem Gebiet der Genehmigungen für das Inverkehrbringen von GVO in Form von Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen, dürfen genetisch veränderte Pflanzen auf dem Gebiet der Wallonischen Region nur angebaut werden, nachdem die betreffende Parzelle nach dem in den Artikeln 5 bis 7 angeführten Verfahren bei der jeweiligen Kontrollbehörde eingetragen wurde.

Das Verfahren zur Untersuchung eines Antrags auf Eintragung durch die Kontrollbehörde zielt lediglich darauf ab, zu prüfen, dass die in Artikel 5 erwähnten Benachrichtigungen erfolgt sind, und dass die Akte die in Artikel 7 erwähnten Schriftstücke und Informationen umfasst. Die Eintragung gilt für eine bestimmte Kultur, ein klar definiertes und abgegrenztes Feld und für einen Anbauzeitraum.

*Abschnitt 2 — Benachrichtigungen von Drittpersonen*

**Art. 5** - Ein Erzeuger, der den Anbau einer genetisch veränderten Kultur beabsichtigt, muss die folgenden Personen über diese Absicht informieren:

1° alle Nachbarerzeuger. Die Liste der entsprechenden Erzeuger wird interessierten Landwirten von der Generaldirektion der Landwirtschaft auf Anfrage zu Informationszwecken zur Verfügung gestellt.

2° alle Erzeuger, mit denen er gewöhnlich Landmaschinen gemeinsam nutzt, unabhängig davon, ob er selbst Eigentümer dieser Maschinen ist oder nicht. Die genannte vorherige Benachrichtigung ist nicht erforderlich, wenn die gemeinsame Nutzung der Landmaschinen über ein landwirtschaftliches Unternehmen erfolgt;

3° den Eigentümer des Grundstücks oder jede natürliche oder juristische Person, die ihm das Recht erteilt hat, die Ländereien, auf denen er die Kultur anbauen möchte, zu bewirtschaften, sofern er nicht selbst Eigentümer dieses Grundstücks ist.

Die Form, der Mindestinhalt und die Modalitäten für die genannten Benachrichtigungen werden von der Regierung festgelegt.

*Abschnitt 3 — Der Eintragungsantrag*

**Art. 6** - Der in Artikel 4 erwähnte Eintragungsantrag wird an die Kontrollbehörde in der Form und nach den Modalitäten, die die Regierung festlegt, gerichtet.

**Art. 7** - Der Antrag muss umfassen:

1° die vollständige Identität des antragstellenden Erzeugers, einschließlich seiner Erzeugernummer;

2° eine detaillierte Karte im Maßstab 1:5 000, auf der die Parzelle, die Gegenstand des Antrags ist sowie die Parzellen, deren Grenzen an dem Sicherheitsabstand entlang verlaufen, einschließlich des Namens der jeweiligen Betreiber und die aus den letzten Angaben der Flächenerklärung und des Beihilfeantrags, über die der Erzeuger verfügt, hervorgehen, lokalisiert werden;

3° den Namen der Arten, die gesät oder gepflanzt werden;

4° den spezifischen Erkennungsmarker der genetisch veränderten Pflanze sowie der Name der Sorte, die angebaut wird;

5° den Zeitraum des Anbaus;

6° eine schriftliche Einverständniserklärung der Nachbarerzeuger:

a. entweder auf diesen Parzellen im selben Erntejahr keine konventionelle oder ökologische Kultur mit einer Pflanzenart anzubauen, die mit der beabsichtigten genetisch veränderten Kultur genetisch kompatibel ist;

b. oder für die von der Regierung festgelegten Arten, die keinen Aufwuchs bilden, der eine Überwachung auf dem Gebiet der Koexistenz erfordern in den Kulturjahren, die auf ihren Anbau folgen, auf diesen Parzellen im selben Erntejahr eine konventionelle oder ökologische Kultur mit einer Pflanzenart anzubauen, die mit der beabsichtigten genetisch veränderten Kultur genetisch kompatibel ist und deren Ernteertrag als GVO beinhalten gekennzeichnet und verwendet oder vermarktet wird; Da die Kontamination dieser Kultur nicht als zufällig oder technisch nicht zu vermeiden gewertet werden kann, insofern die Nähe zu genetisch veränderten Pflanzen, die kompatibel sind, akzeptiert wird, besteht gemäß der geltenden europäischen Gesetzgebung eine Kennzeichnungspflicht der Kultur als GVO beinhalten Kultur, ungeachtet des Anteils an GVO, die der Ernteertrag beinhaltet. Der Erzeuger, der diese Einverständniserklärung abgibt, ist nicht berechtigt, ein Anrecht auf einen Ausgleich für einen ggf. entstehenden wirtschaftlichen Verlust, der aus der Kennzeichnungspflicht entstehen würde, geltend zu machen.

Liegt die unter den Buchstaben a. und b. verlangte schriftliche Einverständniserklärung nicht vor, ist ein Beleg über die Mitteilung des beabsichtigten Anbaus gemäß Artikel 5, 1° Absatz 1 einzureichen;

7° eine Erklärung, aus der hervorgeht, dass die in Artikel 5, 2° und 3° erwähnten Benachrichtigungen erfolgt sind, insofern diese erforderlich waren;

8° eine Einverständniserklärung, in der er sich verpflichtet, die gemäß Artikel 14 festgelegten betrieblichen Kriterien einzuhalten.

*Abschnitt 4 — Prüfung des Antrags*

**Art. 8** - Der Eintragungsantrag ist unzulässig, wenn er unter Missachtung der Artikel 6 und 7 übermittelt oder eingereicht wurde. In diesem Fall stellt die Kontrollbehörde dem Antragsteller innerhalb von acht Kalendertagen nach Eingang des Antrags einen Beschluss zu, in dem sie auf die fehlenden Dokumente oder Informationen hinweist und die Frist für die Übermittlung dieser Dokumente und Informationen angibt. Falls der Eintragungsantrag die verlangten Schriftstücke und Informationen umfasst, teilt die Kontrollbehörde dem antragstellenden Erzeuger so schnell wie möglich und in jedem Fall spätestens 45 Kalendertage nach dem von der Regierung für jede Pflanzenart festgelegten Referenzdatum für die Aussaat mit, dass die Kultur eingetragen wurde.

*Abschnitt 5 — Beitragszahlung*

**Art. 9** - Jeder Erzeuger, der eine Kultur mit genetisch veränderten Pflanzen bei der Kontrollbehörde eintragen lässt, zahlt einen Beitrag in den Entschädigungsfonds. Indem sie dem antragstellenden Erzeuger gemäß Artikel 8 über die Eintragung seiner Kultur benachrichtigt, teilt die Kontrollbehörde den Betrag des Beitrags, den dieser Erzeuger zu entrichten hat, mit.

Solange der genaue Betrag des Beitrags nicht in den Fonds eingezahlt wurde, darf die Kultur nicht angelegt werden. Jeder verspätet gezahlte Beitrag wird nach Abzug von Bearbeitungsgebühren erstattet.

Ein Erzeuger, der aus irgendwelchen Gründen beschließt, auf einer eingetragenen Parzelle keine genetisch veränderten Pflanzen mehr anzubauen, teilt dies der Kontrollbehörde unmittelbar mit. In diesem Fall wird der Beitrag nach Abzug von Bearbeitungsgebühren erstattet.

**Art. 10** - Die in Artikel 9 erwähnte Zahlung des Beitrags in den Fonds umfasst zwei Abschnitte:

1° die von der Regierung festgelegten Verwaltungskosten, die folgendes umfassen:

a. die Unkosten für die vor Ort durchgeführten Kontrollen, die pro Sorte je nach Ausmaß der zu kontrollierenden Parzelle bestimmt werden;

b. die Bearbeitungsgebühren;

2° die Solidaritätskosten, die den Fonds zur Entschädigung von wirtschaftlichen Verlusten der antragstellenden Erzeuger speisen. Diese Kosten werden durch einen von den Erzeugern zu entrichtenden Beitrag gedeckt, der jeder angebauten Art eigen ist und von der Regierung pro Hektar und pro Parzelle bestimmt wird. Diese Solidaritätskosten werden um die Hälfte verringert, falls der Erzeuger nur landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaftet, deren Grenzen sich innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands befinden und er somit keinen Nachbarerzeuger hat.

**Art. 11** - Drei Jahre nach der ersten Eintragung einer Kultur genetisch veränderter Pflanzen im Rahmen des vorliegenden Dekrets und in darauffolgenden Abständen von jeweils drei Jahren nimmt die Regierung falls erforderlich eine Anpassung der Beträge der Beitragszahlungen auf der Grundlage der tatsächlichen Kosten der vor Ort durchgeführten Kontrollen und der gezahlten Entschädigungen vor, wobei zu berücksichtigen ist, dass pro Art eine Rücklage zu bilden ist.

Bei außergewöhnlichen Ereignissen können die Beträge von der Regierung häufiger angepasst werden.

**Art. 12** - Die in Ausführung der Artikel 10 und 11 verabschiedeten Erlasse der Regierung werden von Rechts wegen rückwirkend am Datum ihres Inkrafttretens aufgehoben, falls sie innerhalb von 18 Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* nicht bestätigt worden sind, sei es durch ein Haushaltsdekret oder durch den Gesetzgeber.

**Art. 13** - Durch seinen auf der Grundlage von Artikel 6 eingereichten Antrag gestattet der Erzeuger, der Kontrollbehörde die öffentliche Bekanntgabe von Informationen nach Artikel 7, 2° bis 5° in Verbindung mit seinem Namen oder dem Gesellschaftsnamen seines Unternehmens sowie der Anschrift seines Betriebssitzes zur Verfügung stellt. In Übereinstimmung mit dem Recht auf Zugang zu Informationen in Umweltangelegenheiten bestimmt die Regierung, welche Angaben unter welchen Umständen und wie veröffentlicht werden.

*Abschnitt 6 — Anbaubedingungen*

**Art. 14** - Unbeschadet der Zuständigkeiten der föderalen und gemeinschaftlichen Behörden auf dem Gebiet der Genehmigungen für das Inverkehrbringen von GVO in Form von Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen, Die Regierung bestimmt, je nach den angebauten Arten, die Anbaubedingungen für die genetisch veränderten Kulturen, die den Zielsetzungen gemäß Artikel 1 unterliegen.

Diese Anbaubedingungen beziehen sich insbesondere auf:

1° den vorgeschriebenen Mindestabstand zwischen der Kultur genetisch veränderter Pflanzen und den konventionellen Kulturen sowie den vorgeschriebenen Mindestabstand zwischen der Kultur genetisch veränderter Pflanzen und den ökologischen Kulturen;

2° Die Pflichten des Erzeugers, der eine Parzelle bewirtschaftet, auf der zuvor eine genetisch veränderte Kultur angebaut wurde, sowie gegebenenfalls die Pflichten des Eigentümers dieser Parzelle;

3° jede Tätigkeit in Zusammenhang mit der Kultur, unabhängig von der Anbauweise, angefangen beim Empfang des Saatguts oder Pflanzguts bis zur Ernte;

4° jede Tätigkeit, die eventuell noch vor dem Anbau erforderlich ist;

5° jede Tätigkeit, die eventuell nach der Ernte der Pflanzen erforderlich ist;

6° jede Maßnahme zur Vermeidung der unbeabsichtigten Freisetzung genetisch veränderter Pflanzen durch den Einsatz von Landmaschinen;

7° jeden Transport- oder Lagerungsvorgang im Zusammenhang mit der Ernte, bis zu dem Zeitpunkt, zu dem das geerntete Produkt nicht mehr der Definition der GVP in Artikel 2, 1° entspricht;

8° unbeschadet der Verpflichtung zur vorherigen Benachrichtigung gemäß Artikel 5, jede weitere Benachrichtigungspflicht des Erzeugers im Hinblick auf folgende Personen:

a. natürliche oder juristische Personen, die in der Kultur Anbau- oder Pflegemaßnahmen durchführen, die den Transport oder die Lagerung von Ernteprodukten vornehmen, bis zum Zeitpunkt, zu dem das geerntete Produkt nicht mehr der Definition der GVP gemäß Artikel 2, 1° entspricht;

b. natürliche oder juristische Personen, welche nach der Ernte dieser Kultur und während eines Zeitraums, der je nach den Eigenschaften der Kultur festzulegen ist, voraussichtlich die Parzelle bewirtschaften, auf der die genetisch veränderte Kultur eingerichtet wurde;

c. Personen, welche die Landmaschinen benutzen, die in der genetisch veränderten Kultur verwendet wurden und die keine Benachrichtigung gemäß Artikel 5 erhalten haben.

Die Modalitäten für die genannten Benachrichtigungen werden von der Regierung festgelegt.

**Art. 15** - § 1 - Der Erzeuger einer genetisch veränderten Kultur muss die Kontrollbehörde innerhalb von 72 Stunden über jedes unerwartete oder anormale Vorkommnis im Sinne der Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets in Kenntnis setzen, das er auf den Parzellen mit GVP oder in unmittelbarer Nachbarschaft dieser Parzellen festgestellt hat.

Diese Informationen müssen an die föderalen Behörden weitergeleitet werden, denen die Überwachung der im Handel befindlichen GVO obliegt.

§ 2 - Unbeschadet der Verpflichtungen im Hinblick auf die gemäß Verordnung Nr. 1830/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 vorgeschriebene Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung muss der Erzeuger einer genetisch veränderten Kultur die laut Artikel 1 der genannten Verordnung erforderlichen Angaben hinsichtlich der angebauten Arten, der Anbau- und Pflegemaßnahmen sowie hinsichtlich des Transports und der Lagerung, die für notwendig erachtet werden, in einem Betriebsregister vermerken. Der Erzeuger hält diese Informationen auf jede Anfrage der Kontrollbehörde und während eines von der Regierung festgelegten Zeitraums zur Einsicht der Behörde bereit. Form und Inhalt dieses Registers die genannten Benachrichtigungen werden von der Regierung festgelegt, je nach den verschiedenen genetisch veränderten Pflanzenarten.

**Art. 16 - § 1 -** Die Regierung legt außerdem die eventuellen Pflichten der Erzeuger konventioneller oder ökologischer Kulturen fest, welche die Parzellen innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands zu der geplanten oder bestehenden genetisch veränderten Kultur bewirtschaften. Diese Bestimmungen können sich insbesondere auf die Verpflichtung beziehen, innerhalb einer vorgeschriebenen Frist auf die Benachrichtigung vom beabsichtigten Anbau einer Kultur gemäß Artikel 5, 1° zu antworten. Die Regierung kann entscheiden, dass das Ausbleiben einer Antwort auf diese Benachrichtigung eine stillschweigende Einverständniserklärung darstellt, im selben Erntejahr innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands gemäß Artikel 7, 6° keine Pflanzenart anzubauen, die mit der genetisch veränderten Kultur genetisch kompatibel ist.

§ 2 - Die Regierung legt die Modalitäten für die Übertragung der in § 1 formulierten Pflichten auf die Erzeuger fest, die gegebenenfalls Nachfolger derjenigen Erzeuger werden, welche die Benachrichtigung vom beabsichtigten Anbau einer Kultur gemäß Artikel 5, 1°, § 2 erhalten haben. Die Eigentümer der Grundstücke innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands sind für die Übertragung dieser Pflichten verantwortlich.

#### KAPITEL IV — *Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts*

##### *Abschnitt 1 — Bestimmung des wirtschaftlichen Verlusts*

**Art. 17 -** Bei konventionellen Kulturen versteht man unter einem wirtschaftlichen Verlust die negative Differenz zwischen dem Marktwert einer Ernte, die nach der geltenden europäischen Rechtsprechung als GVO-haltig gekennzeichnet werden muss, und dem Marktwert einer vergleichbaren Ernte, die nicht als GVO-haltig zu kennzeichnen ist.

Wenn mit der Ernte auf dem Markt aufgrund der Mischung mit genetisch veränderten Pflanzen kein Wert zu erzielen ist, entspricht der wirtschaftliche Verlust dem Marktwert einer vergleichbaren Ernte, die nicht als GVO-haltig gekennzeichnet wird. Von diesem Wert wird gegebenenfalls jede Art von Wertschöpfung durch die genannte Ernte abgezogen, einschließlich einer eventuellen internen betrieblichen Wertschöpfung.

**Art. 18 -** Bei ökologischen Kulturen versteht man unter einem wirtschaftlichen Verlust die negative Differenz zwischen dem Marktwert einer Ernte, die genetisch veränderte Pflanzen enthält, und dem Wert einer vergleichbaren Ernte, die als Produkt gemäß den vorgeschriebenen Normen für Erzeugnisse aus ökologischem Anbau in Verkehr gebracht wurde.

Wenn mit der Ernte aufgrund der Mischung mit genetisch veränderten Pflanzen auf dem Markt kein Wert zu erzielen ist, entspricht der wirtschaftliche Verlust dem Marktwert einer vergleichbaren Ernte, die den vorgeschriebenen Normen für Erzeugnisse aus ökologischem Anbau entspricht. Von diesem Wert wird gegebenenfalls jede Art von Wertschöpfung durch die genannte Ernte abgezogen, einschließlich einer eventuellen internen betrieblichen Wertschöpfung.

**Art. 19 -** Zusätzliche Verluste durch jede Umklassifizierung oder Außerbetriebnahme bzw. Aussetzung der Parzelle, der Produkte, eines Teils oder der Gesamtheit des Betriebs sind gegebenenfalls dem erlittenen Verlust hinzuzufügen.

**Art. 20 -** Unabhängig von der Art der Kultur beinhalten die wirtschaftlichen Verluste gegebenenfalls die Kosten in Verbindung mit der Vernichtung der Ernte, sowie alle sonstigen Verluste oder Aufwendungen, die mit dem unbeabsichtigten Vorhandensein von GVP in der Kultur in direktem Zusammenhang stehen.

**Art. 21 -** Die kontaminierten ökologischen oder konventionellen Kulturen werden nach Wahl der Erzeuger der Kulturen entweder von diesen selbst oder durch einen von der Kontrollbehörde ernannten Betreiber vermarktet.

**Art. 22 -** Die Regierung legt die Modalitäten für die Durchführung der Artikel 17 bis 21 fest.

**Art. 23 - § 1 -** Ein Entschädigungsausschuss wird eingerichtet. Dieser Ausschuss wird gebildet aus:

1° dem leitenden Beamten der Kontrollbehörde, der den Vorsitz hat, sowie einem Mitglied dieser Behörde, das durch den leitenden Beamten bezeichnet wird;

2° ein Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;

3° einem Mitglied der Vereinigungen des Wirtschaftszweigs des ökologischen Anbaus;

4° einem Vertreter des Handels mit landwirtschaftlichen Rohstoffen;

5° dem Direktor der Verwaltung, der für die landwirtschaftliche Wirtschaftsanalyse verantwortlich ist oder dessen Vertreter, den er innerhalb seiner Direktion bezeichnet.

§ 2 - Die Vertreter der Berufsorganisationen der Landwirtschaft, der ökologischen Landwirtschaft, des Handels und ihre Vertreter werden durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren ernannt. Die stellvertretenden Mitglieder können den Sitzungen des Ausschusses beiwohnen. Ist das jeweilige effektive Mitglied anwesend, sind sie nicht stimmberechtigt.

Jedes Mitglied des Ausschusses kann in Begleitung eines Sachverständigen erscheinen, ohne dass dadurch jedoch Kosten oder Gebühren zu Lasten des Fonds anfallen. Falls notwendig kann der Entschädigungsausschuss den Beistand von externen Sachverständigen ersuchen, die im Konsens von den anwesenden effektiven Mitgliedern auf Vorschlag von wenigstens zwei dieser Mitglieder bezeichnet werden.

§ 3 - Die Mitglieder des Entschädigungsausschusses erbringen ihre Leistungen unentgeltlich, mit Ausnahme der von dem Ausschuss bezeichneten externen Sachverständigen, die ein Anrecht auf Anwesenheitsgeld haben, dessen Betrag von der Regierung bestimmt wird. Die Fahrtkosten der effektiven Mitglieder und der eingeladenen externen Sachverständigen werden durch den Fonds unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen erstattet.

**Art. 24** - Der Entschädigungsausschuss hat die Aufgabe, den durch den Antragsteller erlittenen wirtschaftlichen Schaden von Fall zu Fall nach den in Artikel 25 festgelegten Modalitäten zu bewerten.

Der Ausschuss beschließt über jede Akte mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend. Lediglich der endgültige Beschluss wird dem Antragsteller mitgeteilt. Die Kontrollbehörde übermittelt dem in Artikel 31 erwähnten Begleitausschuss alljährlich einen Bericht über die durch den Entschädigungsausschuss gewährten Entschädigungen. Auf seinen Antrag können dem Begleitausschuss individuelle Akten ohne Namensangabe zur Verfügung gestellt werden.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Einberufung des Entschädigungsausschusses fest.

**Art. 25** - Lediglich der Erzeuger einer ökologischen oder konventionellen Kultur kann eine Entschädigung der wirtschaftlichen Verluste beantragen. Die Imker können ebenfalls ein Recht auf eine Entschädigung für die Erzeugnisse, die sie vermarkten, geltend machen. Die Entschädigung der wirtschaftlichen Verluste wird angewandt auf die direkten Verluste in Zusammenhang mit der kontaminierten Ernte, die in den Artikeln 17 und 18 definiert werden, sowie auf die in den Artikeln 19 und 20 definierten Verluste. Lediglich für die Kosten die ausschließlich durch die Kontaminierung mit GVO entstanden sind, wird eine Entschädigung gewährt.

Der Marktwert wird durch den Entschädigungsausschuss bestimmt. Die Quelle, die zur Bewertung herangezogen wird, ist deutlich anzugeben. Für die Ernten, deren Kontaminierung festgestellt worden ist, nachdem ein Verkaufspreis festgesetzt wurde, stellt dieser Preis den Marktwert dar, der für die Bestimmung des wirtschaftlichen Verlustes zu berücksichtigen ist. Für die Ernten, deren Kontaminierung festgestellt worden ist, bevor ein Verkaufspreis festgesetzt wurde, bestimmt der Ausschuss den Marktwert und zwar vorzugsweise auf der Grundlage eines durchschnittlichen Preises unter Berücksichtigung der wichtigsten Schwankungen des Preises dieses Produkts zwischen dem Zeitpunkt der Ernte und dem Zeitpunkt der Bestimmung des Verlustes durch den Ausschuss.

#### *Abschnitt 2 — Entschädigung des wirtschaftlichen Verlusts*

**Art. 26** - § 1 - Unbeschadet der Einleitung eines zivilrechtlichen Verfahrens durch die beteiligten Parteien wird ein von dem Entschädigungsausschuss bestimmter wirtschaftlicher Verlust von dem Fonds ausgeglichen, sofern der geschädigte Erzeuger keine genetisch veränderte Kultur anbaut, welche dasselbe genetische Ereignis aufweist wie das Ereignis, welches diesen wirtschaftlichen Verlust verursacht hat, und sofern er eine solche Kultur auch zuvor während einer bestimmten Anzahl von Jahren nicht angebaut hat, die von der Regierung in Ausführung von Artikel 14 für jede entsprechende Art gesondert festzulegen ist.

Wenn der geschädigte Erzeuger eine genetisch veränderte Art anbaut oder angebaut hat, die dasselbe genetische Ereignis aufweist wie das Ereignis, das den wirtschaftlichen Verlust verursacht hat, kann dieser Verlust dennoch von dem Entschädigungsfonds ausgeglichen werden, sofern der Erzeuger der genetisch veränderten Kultur der Kontrollbehörde nachweisen kann, dass er sämtliche Rechtsvorschriften im Zusammenhang mit dem betroffenen Anbau befolgt hat.

§ 2 - Jeder Antrag auf Entschädigung eines wirtschaftlichen Verlusts wird der Kontrollbehörde vor dem äußersten Datum für die Zulässigkeit des Entschädigungsantrags, das von der Regierung für jede Pflanzenart festgelegt worden ist und in jedem Fall spätestens 45 Kalendertage nachdem die Mischung der Ernte mit genetisch veränderte Pflanzen tatsächlich festgestellt wurde.

Die Missachtung der Fristen für das Einreichen des Entschädigungsantrags führt zur Aufhebung des Rechts auf Entschädigung.

Die Schwelle, unterhalb derer die Entschädigung nicht fällig wird, beträgt 125 Euro.

Die Regierung legt die Modalitäten fest, nach denen die Anträge auf Entschädigung durch die antragstellenden Erzeuger zu stellen sind, die Modalitäten für die Prüfung dieser Anträge sowie auch die Modalitäten der Ausgleichszahlungen an die betroffenen Erzeuger.

§ 3 - Sofort nach dem Eingang des Antrags auf Entschädigung durch den Fonds gehen die Ansprüche des Antragstellers auf diesen Fonds über in dem Ausmaß der Beträge, die als Entschädigung des erlittenen wirtschaftlichen Verlusts gezahlt worden sind. Gegebenenfalls kann sich der Antragsteller der Klage anschließen, die der Fonds einreicht, um die uneingeschränkte Wiedergutmachung seines Schadens zu erreichen.

§ 4 - Die in § 1 erwähnte Entschädigung ist durch den Erzeuger zu entrichten, der eine Kultur genetisch veränderter Pflanzen unter Mißachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse angelegt hat. Die genannte Entschädigung bezieht sich auf Parzellen mit konventionellen oder ökologischen Kulturen, deren Fläche sich zumindest teilweise innerhalb des vorgeschriebenen Mindestabstands befindet und die einen wirtschaftlichen Verlust erleiden, da eine Mischung mit einer GVP stattgefunden hat, die mit der vom Erzeuger der genetisch veränderten Kultur angebauten Pflanze identisch ist.

§ 5 - Die gemäß § 1 vorgesehene Entschädigung kann gemindert oder gestrichen werden, wenn der Erzeuger, der den wirtschaftlichen Verlust erlitten hat, offenbar durch ein Verhalten oder durch Praktiken, welche die Gefahren einer unbeabsichtigten Mischung begünstigen, zum Vorhandensein genetisch veränderter Pflanzen in seiner konventionellen oder ökologischen Kultur beigetragen hat. Die Regierung legt die besonderen Umstände fest, die zu einer Minderung der Entschädigung führen, ebenso wie das Ausmaß dieser Minderung.

In der Annahme, dass im Rahmen eines zivilrechtlichen Verfahrens ein oder mehrere Verantwortliche für die wirtschaftlichen Verluste, die durch den Fonds entschädigt worden sind, bezeichnet werden, haben die für verantwortlich erklärten Personen die Entschädigung an den Fonds zurückzuzahlen und zwar im Verhältnis zu dem Ausmaß ihrer Verantwortung oder zu gleichen Teilen, falls die individuelle Verantwortung nicht bestimmt wird.

KAPITEL V — *Sondermaßnahmen*

**Art. 27** - Die Kontrollbehörde führt die kartographische Erfassung der genetisch veränderten Kulturen in der Wallonischen Region durch und führt ein Register der eingetragenen Parzellen.

Dessen Form und Inhalt wird von der Regierung festgelegt.

Die Angaben in diesem Register können an die föderale Behörde weitergeleitet werden, der die Führung des Registers über die Lokalisierung angebaute GVO obliegt. Dieses Register hat seinen Ursprung in Artikel 48, § 2, *b.* des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung genetisch veränderter Organismen oder von Produkten, die solche enthalten.

Die genannten Dokumente werden im Rahmen der jährlichen Berichterstattung durch den Begleitausschuss gemäß Artikel 31. Die an das Wallonische Parlament weitergeleitet.

**Art. 28** - Die Regierung kann eventuell freiwillig geschlossenen Vereinbarungen zwischen Erzeugern, nach denen eine Anbaufläche, für eine bestimmte Art und für einen bestimmten Zeitraum, ausschließlich dem Anbau genetisch nicht veränderter Sorten vorbehalten ist, einen verbindlichen Charakter verleihen.

Eine Zone, die für genetisch nicht veränderte Sorten reserviert ist, verfügt über einen geschützten äußeren Rand, der dem in Artikel 2, 11° definierten Mindestabstand entspricht.

Die Regierung kann ebenso beschließen, dass eine Anbauzone, in der eine bestimmte Pflanzenart angebaut wird, ausschließlich für den Anbau genetisch nicht veränderter Sorten reserviert wird, wenn der Anbau dieser Art auf der Grundlage wissenschaftlicher Argumente als unvereinbar mit dem Prinzip der Koexistenz gilt, insofern keine andere Maßnahme in der Lage ist, in dieser Zone konventionelle oder ökologische Kulturen einer genetisch kompatiblen Art zu erzeugen, ohne dass dabei genetisch veränderte Pflanzen unbeabsichtigt beigemischt werden.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels fest.

KAPITEL VI — *Ermittlung und Feststellung von Verstößen*

**Art. 29** - Buch I, Artikel D.138, Absatz 1 des Umweltgesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

„das Dekret vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen“.

Artikel D.149, § 2 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ergänzt:

„Das gleiche gilt bei einem Verstoß gegen das Dekret vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz gentechnisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen, durch den ein nicht wiedergutzumachender Schaden entstehen kann, selbst wenn keine Gefahr für die Umwelt einschließlich der menschlichen Gesundheit besteht.“

Artikel D.170, § 3 desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Absatz ergänzt:

„Abweichend von diesen Bestimmungen werden die bei einem Verstoß gegen das Dekret vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz gentechnisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen, verhängten Verwaltungsstrafen in den Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse eingezahlt.“

**Art. 30** - Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches:

1° eine Person, die genetisch veränderte Pflanzen anbaut, ohne hierzu die Genehmigung der Kontrollbehörde gemäß Artikel 4 erhalten zu haben;

2° eine Person, die bei Einreichung des Antrags auf Genehmigung genetisch veränderter Kulturen gemäß Artikel 7 wissentlich falsche Angaben macht oder unrichtige Dokumente beibringt;

3° eine Person, die eine GVP-Kultur anlegt, ohne die in Artikel 9 vorgesehenen Beitragszahlungen zu leisten;

4° eine Person, welche die von der Regierung festgelegten Anbaubedingungen für genetisch veränderte Kulturen in Durchführung von Artikel 14 nicht eingehalten hat;

5° ein Erzeuger, der eine Parzelle bewirtschaftet, auf der zuvor eine genetisch veränderte Kultur angebaut worden ist, ohne seine Pflichten gemäß Artikel 14, 2° zu erfüllen;

6° ein Erzeuger einer genetisch veränderten Kultur, der es wissentlich unterlässt, die Kontrollbehörde von jedem unerwarteten oder anormalen Vorkommnis gemäß Artikel 15 § 1 in Kenntnis zu setzen;

7° ein Erzeuger, der die erforderlichen Informationen gemäß Artikel 15, § 2 nicht einträgt oder eingetragen hat, oder diese Angaben nicht während des vorgeschriebenen Zeitraums aufbewahrt hat;

8° ein Erzeuger konventioneller oder ökologischer Kulturen, der seine Verpflichtungen gemäß Artikel 16 nicht erfüllt hat;

9° eine Person, die absichtlich genetisch verändertes Pflanzenmaterial mit ihrer Ernte vermischt hat, um eine Ausgleichszahlung durch den Entschädigungsfonds zu erhalten;

10° eine Person, die sich den Besuchen, Prüfungen, Sicherheitsmaßnahmen, Kontrollen, Probenahmen oder den Aufforderungen zur Information bzw. zur Vorlage von Dokumenten durch die Beamten der Kontrollbehörde, oder die wissentlich falsche Angaben macht bzw. unrichtige Dokumente beibringt.

§ 2 - Begeht einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, die Person, die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse begeht, die nicht in § 1 angeführt werden.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 31** - Die Regierung setzt einen Begleitausschuss zur Durchführung der vorliegenden Gesetzgebung bezüglich des Anbaus genetisch veränderter Pflanzen ein. Sie bestimmt Zusammensetzung, Aufgaben und Funktionsweise des Ausschusses.

Die Regierung richtet ein Überwachungssystem ein, um insbesondere die Kontrollbehörde in die Lage zu versetzen, die notwendigen Informationen für eine Bewertung der durch das vorliegende Dekret geschaffenen Maßnahmen einzuholen. Zu diesem Zweck können die Beamten der Kontrollbehörde ihre Vorrechte einsetzen, die ihnen durch Buch I, Artikel 146 des Umweltgesetzbuches verliehen werden.

**Art. 32** - Artikel 44, Absatz 1, 4° des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

„und in Sachen Verwaltungsstrafen, die im Rahmen des Dekrets vom 19. Juni 2008 über die Koexistenz genetisch veränderter Kulturen mit konventionellen und ökologischen Kulturen verhängt werden“.

Ein Erzeuger, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eine Kultur mit genetisch veränderten Pflanzen angelegt hat, informiert die Kontrollbehörde spätestens einen Monat nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets über die Art und die Sorte der angebauten Pflanze sowie über den genauen Standort der Kultur.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Juni 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzung 2007-2008*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 784 (2007-2008). Nr. 1, *1bis*, *1ter* bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 11. Juni 2008.

Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2629

[2008/202805]

#### 19 JUNI 2008. — Decreet betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten met gangbare en biologische teelten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Doel en begripsomschrijving

**Artikel 1.** Dit decreet stelt de nadere regels vast inzake coëxistentie tussen gangbare teelten, biologische teelten en genetisch gemodificeerde teelten, overeenkomstig artikel 26bis van Richtlijn 2001/18/EG waarbij de lidstaten van de Europese Unie ertoe gemachtigd worden om alle nodige maatregelen te nemen om onvoorziene sporen van genetisch gemodificeerde organismen in andere producten te voorkomen, zoals ingevoegd bij Richtlijn 2001/18/EG bij artikel 43 van Verordening (EG) nr. 1829/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 betreffende genetisch gemodificeerde levensmiddelen en diervoeders.

Een eerst doel is de vrijheid van keuze van de producenten te bewaren voor een soort teelt en de vrijheid van keuze van de consumenten voor de producten die ze gebruiken.

Een tweede doel is het economisch verlies, dat zou kunnen voortkomen uit de onverwachte aanwezigheid van genetisch gemodificeerde planten in een gangbare teelt of een biologische teelt, te voorkomen, en, in voorkomend geval, te compenseren. Het gaat er meer in het algemeen om de gangbare teelten te beschermen, alsook de biologische teelten door de verspreiding van planten van genetisch gemodificeerde teelten te voorkomen en te beperken.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° genetisch gemodificeerde plant (GGP) : plant of deel daarvan met het vermogen tot replicatie of tot overdracht van genetisch materiaal en waarvan het genetische materiaal veranderd is op een wijze welke van nature door voortplanting en/of natuurlijke recombinatie niet mogelijk is, overeenkomstig de definitie van een genetisch gemodificeerd organisme (GGO) van artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten. De planten verkregen door mutagenese of door celfusie (met inbegrip van protoplastfusie) van plantencellen van organismen die, overeenkomstig bijlage I, b, van genoemd besluit, genetisch materiaal kunnen uitwisselen met behulp van traditionele kweekmethoden, worden niet beschouwd als genetisch gemodificeerd;

2° genetisch compatibele plant : een plant wordt genetisch verenigbaar met een genetisch gemodificeerde plant genoemd wanneer zij langs geslachtelijke weg in haar genoom genetisch materiaal kan opnemen van deze genetisch gemodificeerde plant;

3° conventioneel gewas : gewas dat noch onder de definitie van een biologisch gewas noch onder die van een genetisch gemodificeerd gewas valt;

4° genetisch gemodificeerd gewas : gewas van genetisch gemodificeerde planten dat wordt geplant op basis van als GGO aangemerkt pootmateriaal of wordt aangemerkt als GGO bevattend, overeenkomstig de geldende wetgeving;

5° biologisch gewas : gewas waarvan de productie dient te worden voorzien van de aanduidingen met betrekking tot de biologische productiewijze, geproduceerd overeenkomstig artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

6° genetische gebeurtenis : de combinatie van genen waarin de genetische modificatie van een genetisch gemodificeerde plant is vastgelegd;

7° producent : elke natuurlijke of rechtspersoon die voor eigen rekening een gewas aanplant, ongeacht of hij de landbouwhandelingen, het vervoer en de bijbehorende opslagwerkzaamheden zelf uitvoert;

8° naburige producent : elke producent die minstens één landbouwperceel uitbaat waarvan de grenzen zich uitstrekken vóór de isolatieafstand;

9° verzoeker : elke producent van gangbare of biologische teelten die een aanvraag tot compensatie om economisch verlies indient;

10° eenduidig identificatienummer : identificatienummer dat wordt toegekend aan de genetisch gemodificeerde organismen zoals bedoeld in artikel 3, punt 4, van Verordening (EG) nr. 1830/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 betreffende de traceerbaarheid en etikettering van genetisch gemodificeerde organismen en de traceerbaarheid van genetisch gemodificeerde levensmiddelen en diervoeders en in de bijlage van Verordening (EG) nr. 65/2004 van 14 januari 2004 tot vaststelling van een systeem voor de ontwikkeling en toekenning van eenduidige identificatienummers voor genetisch gemodificeerde organismen;

11° isolatieafstand : minimaal aan te houden afstand tussen de rand van een gewas met genetisch gemodificeerde planten en de dichtstbijzijnde rand van een conventioneel of biologisch gewas van planten die genetisch verenigbaar zijn met deze genetisch gemodificeerde planten. Wanneer de teelt van genetisch gemodificeerde planten door niet genetisch gemodificeerde planten van dezelfde soort wordt begrensd om als buffergebied of als schuilgebied te worden gebruikt, wordt de isolatieafstand gemeten tussen de rand van die grens en de dichtstbijzijnde rand van een conventioneel of biologisch gewas van planten die genetisch verenigbaar zijn;

12° teelt : elke teelt van een plantaardig materiaal;

13° Fonds : het "Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten" zoals ingesteld bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed en huisvesting en ambtenarenzaken;

14° producentnummer : nummer toegekend in het kader van een eenduidig identificatiesysteem van elke producent vastgesteld in Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

15° oppervlakteaangifte en steunaanvraag : het door de administratie opgemaakt formulier, waarin de volgende gegevens voorkomen : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandsontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen, alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming), zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

16° toezichthoudende overheid : de dienst die door de regering wordt aangewezen om toezicht uit te oefenen op de uitvoering van dit decreet.

## HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

**Art. 3.** Het onderhavige decreet geldt voor alle producenten van genetisch gemodificeerde gewassen op basis van variëteiten die in de handel mogen worden gebracht krachtens Richtlijn 90/220/EEG van de Raad van 23 april 1990 inzake de doelbewuste introductie van genetisch gemodificeerde organismen in het milieu, krachtens Richtlijn 2001/18/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 maart 2001 en de wetgevingen ter omzetting daarvan in de verschillende lidstaten van de Europese Unie, of krachtens Verordening (EG) nr. 1829/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003, alsmede voor ondernemingen en personen die betrokken zijn bij deze gewassen in het kader van teelthandelingen.

Het onderhavige decreet geldt voor personen en ondernemingen die zich bezighouden met het vervoer, de opslag of de verwerking van genetisch gemodificeerde planten (GGP), voor zover deze planten een bron kunnen vormen voor de toevallige aanwezigheid van GGP in een conventioneel of een biologisch gewas.

Dit decreet geldt voor de eigenaar van de grond waarop GGP's zijn aangeplant, evenals voor de eigenaren van de grond die binnen de isolatieafstand ligt.

Het onderhavige decreet geldt voor de producenten van biologische of conventionele gewassen die percelen verbouwen die binnen de isolatieafstand liggen van een perceel waar genetisch gemodificeerde planten worden geteeld, evenals op iedere producent die aanspraak wil maken op een compensatie uit het Fonds voor een economisch verlies dat is geëeld als gevolg van de toevallige aanwezigheid van genetisch gemodificeerde planten in een conventioneel of een biologisch gewas.

## HOOFDSTUK III. — *Teelt, kennisgevingen en verplichtingen van producenten en ondernemingen*

### *Afdeling 1 — Beginsel*

**Art. 4.** Onverminderd de bevoegdheden van de federale en gemeenschapsoverheden inzake toelating voor het in de handel brengen van GGO's als product of in producten moet het betrokken perceel van elke teelt van genetisch gemodificeerde planten op het grondgebied van het Waalse Gewest eerst worden ingeschreven bij de toezichthoudende overheid, met inachtneming van de in de artikelen 5 tot 7 bedoelde procedure.

De door de toezichthoudende overheid gevolgde procedure voor het onderzoek van het inschrijvingsdossier heeft enkel tot doel te controleren of de in artikel 5 voorgeschreven kennisgevingen zijn verricht en of het dossier de vereiste stukken en gegevens vermeld in artikel 7 bevat. De inschrijving betreft een bepaalde teelt, in een duidelijk afgebakend veld, voor een teeltseizoen.

*Afdeling 2 — Kennisgevingen aan derden*

**Art. 5.** De producent die voornemens is een genetisch gemodificeerd gewas aan te planten, geeft op voorhand kennis van dit voornemen aan :

1° aan alle naburige producenten. De lijst der producenten wordt ter informatie door de administratie bevoegd voor landbouw verstrekt aan de producenten die daarom verzoeken;

2° aan alle producenten met wie zij gewoonlijk landbouwmaterieel delen, ongeacht of dit materieel al dan niet zijn eigendom is. Deze voorafgaande kennisgeving is niet vereist indien het materieel gezamenlijk wordt gebruikt via een landbouwbedrijf;

3° aan de eigenaar van de grond of elke natuurlijke of rechtspersoon van wie hij de toestemming heeft gekregen de grond uit te baten waarop hij voornemens is het gewas aan te planten, indien hij daarvan niet zelf de eigenaar is.

De Regering bepaalt de vorm, de minimale inhoud alsook de modaliteiten van deze kennisgevingen.

*Afdeling 3 — Aanvraag tot inschrijving*

**Art. 6.** De in artikel 4 bedoelde aanvraag tot inschrijving wordt gericht aan de toezichthoudende overheid volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten en vorm.

**Art. 7.** De aanvraag tot inschrijving bevat :

1° de volledige identiteit van de producent-aanvrager, met zijn producentnummer;

2° een gedetailleerde kaart op schaal 1/5 000e met identificatie van het bij de aanvraag betrokken perceel alsook de percelen waarvan de grenzen zich uitstrekken vóór de scheidingsafstand met de naam van hun exploitant, zoals bepaald in de meeste recente oppervlakteaangifte en de steunaanvraag ter beschikking van de producent;

3° de naam van de soort die zal worden ingezaaid of aangeplant;

4° het eenduidig identificatienummer van de genetisch gemodificeerde plant alsmede de naam van de variëteit die zal worden verbouwd.

5° de teeltperiode;

6° de schriftelijke verbintenisverklaring van elk naburige producent :

*a.* dat zij op deze gronden in hetzelfde teeltjaar geen conventionele of biologische gewassen van een plantensoort zullen verbouwen die genetisch verenigbaar is met het beoogde genetisch gemodificeerde gewas;

*b.* of, voor de soorten die geen opslag vertonen waarvoor een opvolging inzake coëxistentie tijdens de teeltseizoenen na hun teelt noodzakelijk is, zoals bepaald door de Regering, dat zij op deze gronden in hetzelfde teeltjaar een conventionele gewas van een plantensoort zullen verbouwen die genetisch verenigbaar is met het beoogde genetisch gemodificeerde gewas en waarvan de oogst als GGO-bevattende zal worden gebruikt of in de handel zal worden gebracht. De besmetting van die teelt mag niet worden beschouwd als onverwacht en technisch onvermijdelijk tengevolge van de aanvaarde nabijheid met verenigbare genetisch gemodificeerde planten, de teelt moet worden geëtiketteerd als GGO-bevattende ongeacht het GGO-gehalte van het geogste product, overeenkomstig de geldende Europese wetgeving. De producent die die verbintenis aangaat heeft geen recht op compensatie voor het eventuele economisch verlies ingevolge de verplichting tot etikettering.

Bij gebrek aan de onder litteras *a.* of *b.* vermelde schriftelijke verbintenissen omvat de aanvraag het bewijs van de kennisgeving van de voorgenomen teelt overeenkomstig artikel 5, 1°;

7° een aangifte waarbij wordt bevestigd dat de in artikel 5, 2° en 3°, vermelde kennisgevingen werden verricht, voorzover deze kennisgevingen zijn vereist;

8° een verbintenis om de uitvoeringsvoorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 14 na te leven.

*Afdeling 4 — Behandeling van de aanvraag*

**Art. 8.** Het inschrijvingsdossier is onontvankelijk als hij zonder naleving van de artikelen 6 en 7 wordt gericht of aangegeven. In dit geval richt de toezichthoudende overheid binnen de acht kalenderdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag een beslissing aan de aanvrager met vermelding van de ontbrekende documenten of gegevens, alsook de termijn om die documenten en gegevens mee te delen. Als het inschrijvingsdossier de vereiste stukken en gegevens omvat, deelt de toezichthoudende overheid de inschrijving van de teelt aan de producent-aanvrager zo spoedig mogelijk mee en in elk geval binnen de 45 kalenderdagen vóór de referentiedatum van inzaai bepaald per soort door de Regering.

*Afdeling 5 — Bijdrage*

**Art. 9.** Elke producent die een teelt van genetisch gemodificeerde planten bij de toezichthoudende overheid inschrijft draagt bij aan het Fonds. Wanneer ze overeenkomstig artikel 8 de inschrijving van de teelt aan de producent-aanvrager meedeelt, bepaalt de toezichthoudende overheid het bedrag van de bijdrage die hij moet betalen. Zolang het juiste bedrag van de bijdrage niet in het Fonds is gestort, mag de teelt niet worden verricht. Elke laattijdig gestorte bijdrage wordt terugbetaald, mits afhouding van de dossierkosten. Elke producent die, om welke reden ook, beslist genetisch gemodificeerde planten niet meer te bebouwen op een ingeschreven perceel, geeft onmiddellijk kennis van deze beslissing aan de toezichthoudende overheid. De bijdrage wordt in dit geval terugbetaald, mits afhouding van de dossierkosten.

**Art. 10.** De in artikel 9 vermelde bijdrage aan het Fonds omvat twee delen :

1° de door de Regering bepaalde administratiekosten, die betrekking hebben op :

*a.* de kosten voor de controle ter plaatse, bepaald per soort volgens de omvang van het te controleren perceel;

*b.* de dossierkosten;

2° de solidariteitskosten, die worden toegewezen aan het Fonds om de economische verliezen van de producenten-aanvragers te compenseren. Die kosten worden gedekt door een door de producenten betaald bedrag, dat eigen is aan elke verbouwde soort, en bepaald door de Regering per hectare en per perceel. Deze solidariteitskosten worden met de helft verminderd indien de producent alle percelen uitbaat waarvan de grenzen zich uitstrekken vóór de scheidingsafstand en indien hij dus geen naburige producent heeft.



**Art. 11.** Drie jaar na de eerste inschrijving van een teelt van genetisch gemodificeerde planten in het kader van dit decreet, en met een tussentijd van drie jaar, maakt de Regering een aanpassing van de bedragen van de bijdragen in functie van de werkelijke kosten van de controle ter plaatse en van de werkelijke bedragen van de gestorte compensaties, rekening houdend met de noodzaak om een voorraad per soort te behouden. In geval van uitzonderlijke gebeurtenissen kan de Regering de bedragen vaker aanpassen.

**Art. 12.** De besluiten van de Waalse Regering genomen met toepassing van de artikelen 10 en 11 zijn van rechtswege opgeheven met terugwerkende kracht tot de datum van hun inwerkingtreding wanneer ze niet ofwel in het begrotingsdecreet ofwel door de wetgever worden bekrachtigd binnen de achttien maanden volgend op hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 13.** Door middel van zijn aanvraag op grond van artikel 6 stemt de producent ermee in dat de toezichthoudende overheid aan het publiek de gegevens ter beschikking stelt als bedoeld in artikel 7, 2° tot 5°, evenals zijn naam of bedrijfsnaam alsmede het vestigingsadres van zijn bedrijf. De regering stelt vast welke gegevens openbaar worden gemaakt, onder welke omstandigheden en op welke wijze, in overeenstemming met het recht op toegang tot milieu-informatie.

#### *Afdeling 6 — Exploitatievoorwaarden*

**Art. 14.** Onverminderd de bevoegdheden van de federale overheden inzake het in de handel brengen van GGO's als product of in producten stelt de Regering, naar gelang van de geteelde soorten, de exploitatievoorwaarden vast voor de genetisch gemodificeerde gewassen die bijdragen aan de doelstellingen van artikel 1.

Deze exploitatievoorwaarden dienen met name betrekking te hebben op :

1° de isolatieafstand tussen gewassen van genetisch gemodificeerde planten en gangbare gewassen, alsook de isolatieafstand tussen gewassen van genetisch gemodificeerde planten en biologische gewassen;

2° de verplichtingen waaraan dient te worden voldaan door producenten die gronden uitbaten waarop in het verleden een genetisch gemodificeerd gewas is geteeld en in voorkomend geval door de eigenaar van deze grond;

3° alle teelthandelingen, ongeacht de aard van de teeltwijze, vanaf de ontvangst van zaden of pootmateriaal tot en met de oogst;

4° alle noodzakelijke handelingen die eventueel voorafgaan aan de teelt;

5° alle eventueel na afloop van de oogst van het gewas noodzakelijke handelingen;

6° alle maatregelen ter voorkoming van de onvoorziene introductie van genetisch gemodificeerde planten via landbouwmaterieel;

7° alle vervoers- of opslaghandelingen vanaf de oogst tot het ogenblik waarop de oogst niet meer valt onder de definitie van GGP bedoeld in artikel 2, 1°;

8° onverminderd de verplichting tot voorafgaande kennisgeving als bedoeld in artikel 5, alle overige verplichtingen tot kennisgeving door de producent :

a. aan natuurlijke of rechtspersonen die bij de teelt betrokken zijn voor alle teelthandelingen, alsmede zij die het vervoer of de opslag van de oogst verrichten, tot het ogenblik waarop de oogst niet meer valt onder de definitie van GGP van artikel 2, 1°;

b. aan natuurlijke of rechtspersonen die de grond exploiteren waarop het genetisch gemodificeerde gewas is aangeplant, na de oogst van dit gewas en gedurende een naar gelang van dit gewas vast te stellen periode;

c. aan personen die landbouwmaterieel gebruiken dat is gebruikt in het genetisch gemodificeerde gewas en aan wie geen kennis is gegeven in de zin van artikel 5.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze kennisgevingen.

**Art. 15.** § 1. De producent van een genetisch gemodificeerd gewas stelt de toezichthoudende overheid binnen 72 uur in kennis van alle onverwachte of afwijkende feiten in verband met de doelstellingen van dit decreet die hij eventueel waarneemt op percelen met GGP of in de directe nabijheid daarvan. Deze gegevens dienen te worden doorgezonden aan de federale instanties die belast zijn met het toezicht op in de handel gebrachte GGO.

§ 2. Onverminderd de verplichtingen ten aanzien van traceerbaarheid en etikettering als omschreven in Verordening nr. 1830/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 vermeldt de producent in een bedrijfsregister alle informatie die noodzakelijk geacht wordt met betrekking tot de geteelde soorten, de teelthandelingen en het vervoer of de opslag, in verband met de doelstellingen van artikel 1. De producent houdt deze gegevens gedurende een door de regering vastgestelde termijn op aanvraag ter beschikking van de toezichthoudende overheid. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van dit register in functie van de verschillende soorten van genetisch gemodificeerde planten.

**Art. 16.** § 1. De Regering stelt de eventuele verplichtingen vast waaraan dient te worden voldaan door producenten van conventionele of biologische gewassen die gronden bebouwen binnen de isolatieafstand van een toekomstig of reeds aanwezig genetisch gemodificeerd gewas. Deze verplichtingen kunnen met name betrekking hebben op de verplichting om binnen een voorgeschreven termijn te reageren op de kennisgeving van een voorgenomen teelt als bedoeld in artikel 5, 1°. De Regering kan besluiten dat het achterwege blijven van een reactie op deze kennisgeving de stilzwijgende verplichting inhoudt om in hetzelfde teeltseizoen binnen de isolatieafstand geen plantensoorten te telen die genetisch verenigbaar zijn met het genetisch gemodificeerde gewas, zoals vereist in artikel 7, 6°, a.

§ 2. De Regering stelt vast op welke wijze de verplichtingen als bedoeld in het eerste lid overgaan op producenten die in voorkomende gevallen degenen opvolgen die de kennisgeving inzake de voorgenomen teelt als bedoeld in artikel 5, 1°, hebben ontvangen. Indien de opvolgende producenten onbekend zijn, worden de eigenaren van gronden die zijn gelegen binnen de isolatieafstand verantwoordelijk gehouden voor die overgang van verplichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Compensatie van het economische verlies**Afdeling 1 — Bepaling van het economisch verlies*

**Art. 17.** Voor de conventionele teelten dient te worden verstaan onder economisch verlies, het negatieve verschil tussen de marktwaarde van een oogst die niet geëtiketteerd moet worden als GGO-bevattend overeenkomstig de vigerende Europese wetgeving en de marktwaarde van een gelijksoortige oogst die niet geëtiketteerd moet worden als GGO-bevattend.

Als de oogst niet op de markt gebracht kan worden omdat hij vermengd is met genetisch gemodificeerde planten, wordt het economische verlies gelijkgesteld met de marktwaarde van een gelijksoortige oogst die niet geëtiketteerd wordt als GGO-bevattend, waarvan in voorkomend geval elk type valorisatie van deze oogst, met inbegrip van een valorisatie binnen de uitbating, wordt afgetrokken.

**Art. 18.** Voor de biologische teelten dient te worden verstaan onder economisch verlies, het negatieve verschil tussen de marktwaarde van een oogst die genetisch gemodificeerde planten bevat en de waarde van een gelijksoortige oogst die op de markt wordt gebracht als product dat de normen vereist voor de producten afkomstig van de biologische landbouw naleeft.

Als de oogst niet op de markt gebracht kan worden omdat hij vermengd is met genetisch gemodificeerde planten, wordt het economische verlies gelijkgesteld met de marktwaarde van een gelijksoortige oogst die niet geëtiketteerd wordt als GGO-bevattend, waarvan in voorkomend geval elk type valorisatie van deze oogst, met inbegrip van een valorisatie binnen de uitbating, wordt afgetrokken.

**Art. 19.** De bijkomende verliezen door indeling in een lagere klasse of opschorting van een perceel of een product, van een deel of van het geheel van de uitbating komen in voorkomend geval bij het economische verlies.

**Art. 20.** Ongeacht het type teelt omvatten de economische verliezen ook de kosten die, in voorkomend geval, gebonden zijn aan de vernietiging van de oogst alsmede aan elk ander verlies of kosten die in rechtstreeks verband staan met de toevallige aanwezigheid van GMP in de teelt.

**Art. 21.** De besmette biologische of conventionele teelten zullen op de markt worden gebracht naar keuze van de producenten van deze teelten ofwel door henzelf, of door een door de controleoverheid aangewezen operator.

**Art. 22.** De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de artikelen 17 tot 21.

**Art. 23.** § 1. Een compensatiecommissie wordt opgericht. Die commissie bestaat uit :

1° de leidend ambtenaar van de controleoverheid, die voorzitter is, alsmede uit een lid van deze dienst aangewezen door de leidend ambtenaar;

2° een vertegenwoordiger van de landbouwwakorganisaties;

3° een lid van de verenigingen van de sector van de biologische productie;

4° een vertegenwoordiger van de handel in de landbouwgrondstoffen;

5° de directeur van het bestuur belast met de landbouwkundige economische analyse of zijn vertegenwoordiger die hij binnen zijn directie aanwijst.

§ 2. De vertegenwoordigers van de landbouwwakorganisaties, van de biologische landbouw, van de handel en hun plaatsvervanger worden benoemd door de Minister bevoegd voor Landbouw voor een verlengbare termijn van vijf jaar. De plaatsvervangende leden kunnen de vergaderingen van de commissie bijwonen zonder stemgerechtigd te zijn als het gewoon lid aanwezig is.

Elk lid van de commissie kan zich laten vergezellen van een deskundige zonder kosten of toelage voor het Fonds. Indien nodig kan de compensatiecommissie zich laten bijstaan door externe deskundigen die in onderlinge overstemming van de aanwezige leden en op voorstel van minstens twee onder hen worden aangewezen.

§ 3. De dienstverleningen van de leden van de compensatiecommissie zijn onbezoldigd met uitzondering van de door de commissie aangewezen buitendeskundigen die recht hebben op een presentiegeld dat door de Regering wordt bepaald. De reiskosten van de gewone leden en van de uitgenodigde externe deskundigen worden door het Fonds terugbetaald onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

**Art. 24.** De compensatiecommissie wordt ermee belast het door de verzoeker geleden economische verlies al naar gelang het geval en volgens de modaliteiten van artikel 25 te schatten. Ze beslist bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen over elk dossier. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Alleen de eindbeslissing wordt aan de verzoeker medegedeeld. De controleoverheid maakt jaarlijks een verslag van de door de compensatiecommissie verleende compensaties over aan het in artikel 31 bedoelde opvolgingscomité. De anonieme individuele dossiers kunnen ter beschikking worden gesteld van het opvolgingscomité op zijn verzoek.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de bijeenroeping van de compensatiecommissie.

**Art. 25.** Alleen de producent van een conventionele of biologische teelt kan een economische compensatie vragen. De bijenhouders kunnen ook aanspraak maken op een compensatie voor de producten die ze op de markt brengen. De economische compensatie is van toepassing op de verliezen die in rechtstreeks verband staan met de waarde van de besmette oogst, zoals bepaald in de artikelen 17 en 18, en op de verliezen bepaald in de artikelen 19 en 20. Alleen de kosten voortvloeiend uit de besmetting door genetisch gemodificeerde organismen worden gecompenseerd.

De marktwaarde wordt door de compensatiecommissie bepaald. De bron voor deze raming, wordt duidelijk vermeld. Voor de oogsten waarvan de besmetting duidelijk is aangetoond nadat een verkoopprijs bepaald is, is deze verkoopprijs de marktwaarde die in overweging moet worden genomen voor de bepaling van het economische verlies. Voor de oogsten waarvan de besmetting duidelijk is aangetoond voordat een verkoopprijs bepaald is, stelt de commissie de waarde van de preferentiële markt vast op grond van een gemiddelde prijs rekening houdende met de voornaamste schommelingen van de prijs van het product tussen het ogenblik van de oogst en het ogenblik van de evaluatie van het verlies door de commissie.

*Afdeling 2 — Compensatie van het economische verlies*

**Art. 26.** § 1. Afgezien van de mogelijkheid voor de betrokken partijen om burgerrechtelijke vorderingen uit te oefenen, wordt het economisch verlies als berekend door de compensatiecommissie gecompenseerd door het Fonds indien de benadeelde producent geen genetisch gemodificeerde gewas verbouwt dat wordt gekenmerkt door dezelfde genetische gebeurtenis als die welke ook ten grondslag heeft gelegen aan dit economisch verlies en dat niet heeft geteeld sinds een voor elke betrokken soort door de Regering vastgesteld aantal jaren, in uitvoering van artikel 14. Indien deze producent een genetisch gemodificeerde soort teelt of heeft geteeld die wordt gekenmerkt door dezelfde genetische gebeurtenis als die welke ook aan het economisch verlies ten grondslag ligt, kan dit economisch verlies toch door het Fonds worden gecompenseerd indien de producent van het genetisch gemodificeerde gewas aan de toezichthoudende overheid kan aantonen dat hij heeft voldaan aan alle wettelijke voorschriften in verband met het betrokken bedrijf.

§ 2. Elke aanvraag om een compensatie van economisch verlies wordt gericht aan de toezichthoudende overheid vóór de uiterste datum van ontvankelijkheid van de aanvraag om compensatie bepaald per soort door de Regering en hoe dan ook uiterlijk binnen een termijn van 45 dagen na vaststelling van de besmetting van de oogst door genetisch gemodificeerde planten.

De niet-naleving van de termijnen voor de aanvraag om compensatie vernietigt het recht tot compensatie.

Onder 125 euro wordt geen compensatie uitgekeerd.

De Regering stelt vast op welke wijze aanvragen om compensatie dienen te worden ingediend door producenten-aanvragers, de modaliteiten voor het onderzoek van die aanvragen, alsook op welke wijze de compensatie aan de betrokken producenten wordt uitgekeerd.

§ 3. Zodra het Fonds de compensatieaanvraag in ontvangst heeft genomen, treedt het in de rechten van de aanvrager ten belope van het bedrag dat als compensatie is betaald voor het geleden economisch verlies. In voorkomend geval kan de aanvrager als medeëiser optreden met het Fonds om zijn schade volledig terugbetaald te krijgen.

§ 4. De in het eerste lid bedoelde compensatie komt ten laste van de producent die een genetisch gemodificeerd gewas heeft aangeplant in strijd met de bepalingen van dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan. Deze compensatie heeft betrekking op de percelen met conventionele of biologische gewassen waarvan de oppervlakte gedeeltelijk gelegen is binnen de isolatiezone en waarmee economisch verlies wordt geleden vanwege de besmetting door een genetisch gemodificeerde plant die identiek is aan de door de producent van het genetisch gemodificeerde gewas geteelde plant.

§ 5. De in het eerste lid bedoelde compensatie kan worden verminderd of geannuleerd indien de producent die het economisch verlies lijdt mogelijk heeft bijgedragen aan de aanwezigheid van genetisch gemodificeerde planten in zijn conventionele of biologische gewas door een gedraging of handelwijzen die het risico van onvoorziene vermenging vergroten. De regering stelt vast onder welke bijzondere omstandigheden de compensatie wordt verminderd en met welk bedrag.

Indien een beroep op het burgerlijk recht een of meerdere verantwoordelijken aanwijst voor de door het fonds gecompenseerde economische verliezen, wordt de gestorte compensatie terugbetaald aan het Fonds door de verantwoordelijken, naar rata van hun verantwoordelijkheid, of gelijkelijk indien hun respectievelijke verantwoordelijkheid niet is bepaald.

*HOOFDSTUK V. — Bijzondere maatregelen*

**Art. 27.** De toezichthoudende overheid brengt de genetisch gemodificeerde gewassen in het Waalse Gewest in kaart en houdt een register bij van de ingeschreven percelen. Vorm en inhoud van dat register worden door de regering vastgesteld.

De gegevens uit dit register kunnen aan de bevoegde federale instantie worden verstrekt ten behoeve van het aanleggen van het register met de plaatsen van geïntroduceerde GGO als bedoeld in artikel 48, lid 2, sub *b*, van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten.

Deze documenten worden aan het Waals Parlement gezonden in het kader van het door de begeleidingscommissie op te stellen jaarverslag als bedoeld in artikel 31.

**Art. 28.** De Regering kan de vrijwillig gesloten overeenkomsten tussen de producenten om een teeltgebied voor een bepaalde soort en periode uitsluitend te bestemmen voor niet genetisch gemodificeerde variëteiten regelgevende kracht verlenen. De grenzen van een zone die is gereserveerd voor niet-genetisch gemodificeerde variëteiten wordt beschermd met een ruimte die overeenkomt met de isolatieafstand bedoeld in artikel 2, 11°.

De regering kan voorts bepalen dat een teeltgebied voor een bepaalde soort uitsluitend wordt bestemd voor niet genetisch gemodificeerde variëteiten voor een bepaalde variëteit indien de teelt van de genetisch gemodificeerde variëteiten ervan op basis van wetenschappelijke argumenten niet verenigbaar wordt geacht met het beginsel van coëxistentie, waarbij geen andere maatregel de teelt van gangbare of biologische teelten van een genetisch verenigbare variëteit mogelijk maakt zonder toevallige aanwezigheid van genetisch gemodificeerde planten.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

*HOOFDSTUK VI. — Opsporing en vaststelling van overtredingen*

**Art. 29.** Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

"het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten."

Artikel D.149, § 2 van hetzelfde Boek wordt aangevuld als volgt :

"Hetzelfde geldt in geval van overtreding van het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten die een onherstelbare schade zou kunnen veroorzaken, zelfs als er geen risico is voor het milieu, met inbegrip van de menselijke gezondheid."

Artikel D.170, § 3, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met het volgende lid :

"In afwijking worden de administratieve boeten, opgelegd in geval van overtreding van het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten, overgemaakt aan het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten."

**Art. 30.** § 1. Een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door :

1° hij die genetisch gemodificeerde planten teelt zonder voorafgaandelijk bij de toezichthoudende overheid te zijn ingeschreven, zoals bedoeld in artikel 4;

2° hij die opzettelijk valse inlichtingen of onjuiste documenten verstrekt bij zijn aanvraag tot inschrijving van een genetisch gemodificeerde gewas als bedoeld in artikel 7;

3° hij die een gewas van GGP inzaait of aanplant zonder het bedrag van de in artikel 9 bedoelde bijlage te hebben betaald;

4° hij die de door de Regering op grond van artikel 14 vastgestelde exploitatievoorwaarden voor genetisch gemodificeerde gewassen niet heeft nageleefd;

5° de producent die grond exploiteert waarop voorheen een genetisch gemodificeerd gewas werd geteeld zonder te voldoen aan de verplichtingen op grond van artikel 14, 2°;

6° de producent van een genetisch gemodificeerd gewas die opzettelijk nalaaft de toezichthoudende overheid in kennis te stellen van alle onverwachte of afwijkende feiten als bedoeld in artikel 15, § 1;

7° de producent die de op grond van artikel 15, § 2, vereiste gegevens niet registreert of heeft bewaard gedurende de voorgeschreven termijn;

8° de producent van conventionele of biologische gewassen die niet heeft voldaan aan de verplichtingen bedoeld in uitvoering van artikel 16;

9° hij die opzettelijk genetisch gemodificeerd plantaardig materiaal met zijn oogst heeft vermengd om aanspraak te kunnen maken op compensatie door het Fonds;

10° hij die zich verzet tegen bezoeken, inspecties, inbeslagnames, controles, monsternemingen of verzoeken om inlichtingen of documenten van de medewerkers van de toezichthoudende overheid of die opzettelijk onjuiste inlichtingen of documenten verstrekt.

§ 2. Een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door hij die een overtreding begaat van de niet in paragraaf 1 vermelde bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 31.** De Regering stelt een begeleidingscommissie in voor de toepassing van deze wetgeving en de teelt van genetisch gemodificeerde planten. Zij bepaalt er de samenstelling, de taken alsmede de werkwijze van.

De Regering stelt een systeem van toezicht in waarmee met name de toezichthoudende overheid de gegevens kan verzamelen die benodigd zijn voor een evaluatie van de op grond van dit decreet ingevoerde maatregelen. Daartoe kunnen de personeelsleden van de toezichthoudende overheid gebruik maken van de bevoegdheden waarover zij beschikken krachtens artikel D.146 van Boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 32.** De volgende woorden worden toegevoegd aan artikel 44, lid 1, 4°, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, patrimonium en huisvesting en ambtenarenzaken :

„, alsmede de administratieve boetes die worden geïnd in het kader van het decreet van 19 juni 2008 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde gewassen met conventionele en biologische gewassen”.

Elke producent die een teelt van genetisch gemodificeerde planten vóór de inwerkingtreding van dit decreet heeft aangeplant of ingezaaid stelt uiterlijk een maand na de inwerkingtreding van dit decreet de toezichthoudende overheid in kennis van de aangeplante soort en variëteit, alsook de precieze ligging van het gewas.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juni 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement 784 (2007-2008). Nrs. 1, 1bis, 1ter tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 juni 2008.*

Bespreking - Stemming.